

DU RÉGIME ADMINISTRATIF ET FISCAL DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES D'ESSENCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Mars 1934, à 14 heures

PAR

Marcel GILBERT

Président : M. MESTRE, Professeur

Suffragants { MM. LAFERRIÈRE, } *Professeurs*
 HAMEL.

LIBRAIRIE
DU
RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V^e)

1934

**DU RÉGIME ADMINISTRATIF ET FISCAL
DES
DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES
D'ESSENCE**

**La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver
les opinions émises dans les thèses; ces opinions
doivent être considérées comme propres à leurs
auteurs.**

DU RÉGIME ADMINISTRATIF ET FISCAL DES DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES D'ESSENCE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le 15 Mars 1934, à 14 heures

PAR

Marcel GILBERT

Président : M. MESTRE, Professeur

Suffraganis { MM. LAFERRIÈRE, } *Professeurs*
 HAMEL.

LIBRAIRIE
DU

RECUEIL SIREY
(SOCIÉTÉ ANONYME)

22, Rue Soufflot, PARIS (V°)

1934



Digitized by the Internet Archive
in 2026



INTRODUCTION

Le développement considérable pris par l'automobilisme depuis la fin de la guerre a provoqué de grandes modifications dans les modes de distribution de l'essence. Au ravitaillement des automobiles par la vente de bidons d'essence de 5 litres, s'est substitué progressivement le ravitaillement au moyen des distributeurs automatiques. Et cette substitution s'est opérée si rapidement et si complètement qu'il est permis d'affirmer qu'aujourd'hui, sur toute l'étendue du territoire, dans les agglomérations les plus importantes comme dans les plus petites localités, l'utilisation des distributeurs automatiques est devenue de pratique courante.

Le développement des appareils de distribution d'essence s'explique aisément si l'on considère tous les avantages que présente ce nouveau mode de ravitaillement.

Pour les automobilistes la perte de temps nécessitée par le remplissage des réservoirs de leurs voitures est réduite au minimum.

Pour les fournisseurs, détaillants et garagistes les conditions matérielles dans lesquelles s'effectue la vente du carburant accroissent celle-ci dans des proportions très appréciables et, d'autre part, une économie certaine

est réalisée dans le prix d'achat de l'essence qui, livrée en vrac par les marchands de gros, est moins chère que livrée en fûts ou en bidons.

Enfin les réservoirs qui alimentent les pompes à essence sont établis de telle manière que les risques d'explosion et d'incendie sont réduits au minimum. Pour toutes ces raisons on ne saurait donc être étonné que les marchands d'essence aient généralisé, pour les besoins de leur commerce, l'emploi des pompes à essence.

Toutefois de la rapidité avec laquelle s'est instauré ce mode de distribution il ne faudrait pas conclure que les détaillants ont toute liberté pour l'installation et l'exploitation de leurs appareils.

Tout d'abord leur activité est limitée par les clauses des contrats qu'ils passent avec les marchands d'essence en gros. En effet, contrairement à ce que l'on pourrait croire, les appareils distributeurs n'appartiennent pas dans la plus grande généralité des cas aux détaillants eux-mêmes. C'est en vertu d'un contrat de prêt ou de gérance passé avec les marchands de gros qu'ils exploitent les appareils distributeurs, et le prêt ou la location des appareils a comme contre partie principale l'obligation de vendre exclusivement le carburant qui leur est fourni par les maisons de gros qui leur ont prêté ou loué les pompes à essence.

D'autre part, les distributeurs automatiques font l'objet d'une réglementation administrative très détaillée en ce qui concerne leur installation.

Enfin l'installation et l'exploitation de ces appareils entraînent, au profit de l'Etat et des collectivités, no-

tamment des Communes, la perception de contributions, taxes, ou impôts dont l'assiette soulève assez souvent des difficultés.

Le régime des distributeurs est donc double puisqu'il trouve son fondement tant dans le contrat que dans la réglementation administrative et fiscale.

Nous n'avons pas l'intention, dans cet ouvrage, d'étudier le régime complet des distributeurs automatiques. Nous laisserons notamment de côté toutes les questions civiles et commerciales que pose l'application des contrats passés entre les maisons de gros et les détaillants. L'objet de cette étude est exclusivement d'ordre administratif et fiscal. Aussi c'est en nous cantonnant dans ce double domaine qu'il nous a paru intéressant d'étudier successivement et en faisant état des décisions les plus récentes de la jurisprudence administrative et judiciaire, les règles administratives et fiscales des distributeurs d'essence.

Toutefois, avant d'aborder la première partie de cette étude qui a trait au régime administratif des distributeurs automatiques, une remarque préliminaire s'impose. Dans notre esprit, ce régime administratif concerne exclusivement les appareils qui font l'objet d'une permission de voirie ou d'un permis de stationnement. Il existe néanmoins des installations établies, non sur le domaine public mais sur des propriétés privées. Comme leur réglementation se compose essentiellement des textes concernant la vérification des poids et mesures d'une part, et les établissements dangereux, incommodes ou insalubres d'autre part, textes applicables à tous les postes

à essence sans distinction, nous avons estimé qu'il était plus simple de présenter cette législation sous forme d'annexe à la fin de la première partie.

PREMIÈRE PARTIE

DU RÉGIME ADMINISTRATIF DES DISTRIBUTEURS D'ESSENCE INSTALLÉS SUR LE DOMAINE PUBLIC

I. Des différents modes d'utilisation privative du domaine public et des divers types de dis- tributeurs automatiques

Suivant la nature de leur installation sur le domaine public, les appareils distributeurs rentrent dans l'une des trois catégories suivantes :

a) Appareils comportant une emprise sur la voie publique.

b) Appareils simplement installés sur la voie publique et ne comportant aucune emprise.

c) Appareils occupant le sursol de la voie publique.

Les appareils comportant une emprise sont boulonnés sur des socles de maçonnerie adhérents au sol et reliés aux réservoirs d'essence par une canalisation souterraine.

Le type des appareils de la seconde catégorie est l'appareil sur chariot mobile.

Enfin, les distributeurs occupant le sursol sont ceux qui sont appliqués au mur de face des bâtiments en bordure de la voie publique et qui communiquent généralement par une canalisation aérienne avec les automobiles qui viennent s'approvisionner en essence, ces distributeurs constituent des saillies.

La conséquence essentielle qu'il convient de tirer de cette classification, c'est que ces trois catégories de distributeurs impliquent une utilisation privative de la voie publique¹ et comportent par suite l'application des règles administratives relatives à ces utilisations.

Si on laisse de côté les appareils constituant des saillies à raison de la législation spéciale qui leur est applicable, deux modes d'utilisation s'offrent aux débitants et marchands d'essence : la permission de voirie et le permis de stationnement².

Le problème qui se pose consiste donc à déterminer à quelle catégorie de distributeurs s'applique l'un ou l'autre de ces procédés. En cette matière, les distributeurs sont soumis au régime ordinaire de la permission de voirie et du permis de stationnement ; aussi deux points doivent être examinés : il conviendra tout d'abord d'analyser le critère qui permet de distinguer la permission de voirie du stationnement ; il faudra ensuite rechercher comment ce critère peut jouer en ce qui concerne les pompes à essence.

1. On oppose aux utilisations privatives les utilisations communes ou collectives qui se rapportent aux utilisations du domaine qui existent en faveur de tous et s'exercent par tous dans des conditions identiques. L. TROTABAS. *De l'utilisation du domaine public par les particuliers*. Thèse 1924.

2. Nous écartons le régime de la concession.

Si l'on se réfère à la doctrine, on constate que les auteurs ne sont pas d'accord sur le critère permettant de déterminer à quelles occupations privatives doivent respectivement s'appliquer la permission de voirie et le permis de stationnement.

Sans entrer dans le détail des controverses, deux opinions retiendront cependant notre attention.

Suivant certains auteurs¹, une double distinction s'impose : ou bien l'installation sur la voie publique est à la fois compatible avec la destination du domaine et conforme à sa destination ; ou bien l'utilisation est seulement compatible avec la destination de la dépendance domaniale. Dans le premier cas, il y a délivrance par l'administration d'un permis de stationnement ; dans le second cas, celle-ci délivre une permission d'occupation temporaire ou de voirie. A titre d'exemple on peut citer les terrasses de cafés et les kiosques qui doivent faire l'objet d'une permission de voirie, alors que l'occupation des places réservées à la vente dans les marchés où, à certains jours, sur la voie publique, constitue un stationnement.

Si l'on appliquait cette théorie aux distributeurs, on serait amené à conclure que les appareils sur chariot doivent au même titre que ceux qui sont boulonnés, sur des socles placés sur la voie publique, faire l'objet d'une permission de voirie.

Suivant d'autres auteurs² à la distinction qui vient

1. ROLLAND, *Précis de Droit administratif*, et BERTHÉLÉMY, *Précis de Droit administratif*.

2. TROTABAS, *op. cit.* HAURIU, *Précis de droit administratif*.

d'être développée, il convient d'en préférer une autre. Il faut opposer les occupations qui impliquent une emprise ou une modification de l'assiette de la voie aux dépôts et stationnements qui se font sans qu'il y ait emprise ou modification. Par application de ce système les terrasses des cafés et les kiosques à journaux seraient des stationnements ainsi que les distributeurs sur chariot.

D'après cette théorie on peut donc définir la permission de voirie et le stationnement de la manière suivante : ¹

Le stationnement est un mode d'utilisation privative accordé par l'autorité titulaire des pouvoirs de police générale, qui se manifeste par une occupation du domaine permanente et sans emprise.

La permission de voirie est un mode d'utilisation privative accordé par l'autorité titulaire des pouvoirs domaniaux, qui se manifeste par une occupation du domaine permanente et sans emprise.

Ces deux définitions ont plus qu'un intérêt doctrinal, le critère qu'elles renferment est exactement dans la ligne de la jurisprudence administrative. Aussi c'est celui-ci que nous appliquerons aux installations des pompes à essence.

Ce premier point étant acquis, toutes les difficultés ne se trouvent pas résolues. Les définitions que nous avons énoncées plus haut posent un principe, mais elles ne disent pas ce qu'il faut entendre par l'emprise ou l'absence d'emprise.

Il faut s'en référer sur ce point à la jurisprudence car

1. TROTABAS, *op. cit.*

il s'agit là d'une pure question de fait ; et lorsqu'un litige relatif à la matérialité de l'emprise d'une installation sur la voie publique est porté devant la juridiction administrative compétente, celle-ci a un pouvoir souverain d'appréciation.

C'est ainsi que le Conseil d'Etat a pu déclarer que les terrasses de cafés et les kiosques à journaux étaient des stationnements.

La plus haute juridiction administrative s'est prononcée sur le même point en ce qui concerne les distributeurs automatiques d'essence.

Dans un arrêt du 30 octobre 1931, Société Garage de La Victoire et Société l'Economique, sur une question de compétence soulevée par les requérants à propos d'une contravention de grande voirie, on relève le considérant suivant :

« Considérant que les deux appareils de distribution d'essence installés par les Sociétés requérantes sur le trottoir de la route nationale n° 13 dans la traverse de Neuilly-sur-Seine se composent de deux colonnes reliées à un réservoir situé à l'intérieur d'une propriété privée au moyen de canalisations placées dans le sous-sol de la route ; que de tels appareils dont les canalisations constituent un élément essentiel doivent être regardés comme ayant pour effet de modifier l'assiette d'une voie publique du domaine national et que leur installation, en l'absence d'une autorisation préalable, constitue une contravention de grande voirie prévue par l'arrêt du Conseil du Roi du 27 février 1765 et réprimée par la juridiction administrative en vertu des dispositions

alors en vigueur de l'art. 1^{er} de la loi du 29 floréal An X ¹»

En définitive on peut donc poser les règles suivantes :

Toutes les fois qu'un distributeur est installé sur des socles établis d'une manière permanente sur la voie publique et est relié par une canalisation souterraine avec les réservoirs d'essence, il doit faire l'objet d'une permission de voirie.

Par contre les appareils sur chariot sont soumis au régime du permis de stationnement.

En outre, à ces appareils il convient d'assimiler ceux qui forment des saillies et dont les canalisations aériennes sont essentiellement mobiles. Cette assimilation est surtout intéressante au point de vue financier ², car en ce qui concerne la délivrance des autorisations, les saillies sont soumises à une législation spéciale.

II. Des autorités compétentes pour autoriser l'établissement des distributeurs sur la voie publique.

Les autorités compétentes ne sont pas les mêmes suivant qu'il s'agit de délivrer une permission de voirie, un permis de stationnement, ou d'autoriser l'établissement d'une saillie.

1^o Des autorités compétentes pour autoriser les

1. Il y a lieu de remarquer que cet arrêt est intéressant à plusieurs titres : au point de vue des distributeurs, il précise quels sont ceux qui doivent faire l'objet d'une permission de voirie, mais à un point de vue plus général, l'appréciation qu'il renferme concernant la notion d'emprise peut présenter une grande utilité lorsqu'il s'agit de déterminer le caractère de toutes espèces d'installations. En un mot, les distributeurs peuvent servir d'élément de comparaison.

2. Cf. Régime fiscal.

distributeurs sur chariot soumis au régime du permis des stationnements.

Il résulte de la définition du permis de stationnement que nous avons donnée plus haut que l'autorité compétente pour délivrer l'autorisation est celle qui possède sur la portion du domaine public dont il s'agit les pouvoirs généraux de police.

Cette règle découle notamment de l'art. 98 de la loi municipale qui est formel à cet égard¹.

Il convient de remarquer que pour la Ville de Paris, les permis de stationnement sont délivrés, non par le Préfet de Police, mais par le Préfet de la Seine. Celui-ci en effet aux termes du décret du 19 octobre 1859, exerce les pouvoirs de police municipale, alors que le Préfet de Police a dans ses attributions la police générale.

2° Des autorités compétentes pour autoriser l'installation sur la voie publique des appareils distributeurs soumis au régime de la permission de voirie.

La notion d'emprise, qui, ainsi que nous l'avons montré plus haut, sert de critère pour distinguer dans quels cas il faut appliquer le régime de la permission de voirie ou celui du stationnement, a pour conséquence d'entraîner la compétence des autorités qui exercent sur le domaine non plus des pouvoirs de police générale, mais des pouvoirs domaniaux.

1. Note. Le Maire a la police des routes nationales et départementales et des voies de communication dans l'intérieur des agglomérations, mais seulement en ce qui touche à la circulation sur lesdites voies. Il peut moyennant le paiement de droits fixés par un tarif dûment établi, sous les réserves imposées par l'art. 7 de la loi du 11 frimaire, an VII, donner des permis de stationnement ou de dépôt temporaires sur la voie publique, sur les rivières, ports et quais fluviaux et autres lieux publics.

Pour les routes nationales et départementales et pour les traverses, l'autorité compétente est le Préfet qui, en vertu de la loi du 31 mars 1923, peut déléguer ses pouvoirs aux fonctionnaires chargés du service de la voirie ¹.

Les permissions de voirie sur les chemins vicinaux de grande communication et d'intérêt commun sont délivrés également par le Préfet ou par les fonctionnaires délégués mais l'avis du maire de la Commune est nécessaire (art. 98 L. 1884).

Il convient de remarquer que cette compétence du Préfet constitue une dérogation à la règle suivant laquelle les autorités compétentes sont celles qui exercent sur les voies des pouvoirs domaniaux. Toutefois cette règle joue en ce qui concerne les redevances dont le produit est perçu par les Communes propriétaires des voies.

Pour les chemins ordinaires, le Préfet délègue ses pouvoirs au maire ² qui statue sauf recours au Préfet.

Les mêmes règles de compétence s'appliquent en ce qui concerne les chemins ruraux ³.

Enfin, pour la voirie urbaine, la compétence appartient au maire ⁴.

3° Des règles de compétence en ce qui concerne les appareils constituant des saillies.

1. Loi du 31 mars 1923. Toutefois la décision devra être prise par le Préfet lorsque l'avis du fonctionnaire du service compétent qui aurait qualité pour statuer par délégation, se trouvera en désaccord soit avec l'avis du maire de la Commune donné en exécution de l'art. 98 de la loi du 5 avril 1884, soit avec celui d'un autre service public.

2. Règlement général du 6 décembre 1870.

3. Règlement général du 3 janvier 1883.

4. Circulaire ministérielle du 15 mai 1884.

Les règles relatives aux autorisations d'établir des saillies ont leur fondement dans l'Edit de décembre 1607 qui pose le principe que les saillies sont interdites à moins d'une autorisation émanant des autorités compétentes.

En matière de grande voirie, pour les routes nationales et départementales, les autorisations sont délivrées par un arrêté préfectoral réglementaire conforme à un modèle établi par le Ministre des Travaux Publics. Pour les chemins vicinaux, d'après le règlement du 6 décembre 1870, c'est un règlement spécial du Préfet qui doit intervenir et jusqu'à ce que ce règlement soit fait dans chaque cas particulier, c'est le maire qui statue pour les chemins ordinaires et le Préfet pour les chemins de grande communication et d'intérêt commun.

Pour les chemins ruraux, aux termes de l'art. 82 du règlement général du 3 janvier 1883, le maire doit faire un règlement spécial sur avis du Conseil Municipal approuvé par le Préfet, et jusqu'à la confection du règlement, il est pourvu dans chaque cas particulier par le Maire.

Le Maire est également compétent en ce qui concerne la voirie urbaine, sauf pour les voies constituant des prolongements des routes ou des chemins vicinaux auxquels s'appliquent les règles énoncées plus haut.

Telles sont les règles concernant la compétence des autorités chargées de délivrer soit les permis de stationnement, soit les permissions de voirie, soit les autorisations d'établir des saillies.

Les demandes sont faites sur papier timbré ; elles

doivent contenir l'indication des noms, prénoms et domiciles des demandeurs, la désignation des voies sur lesquelles les appareils doivent être installés, la nature de ces appareils, ainsi que leur nombre.

En ce qui concerne plus spécialement les permissions de voirie sur la grande voirie, les demandes doivent être transmises au Maire pour avis dans les cas prévus par le texte et notamment lorsqu'il s'agit d'une voie traverse ; sinon l'arrêté préfectoral est entaché d'excès de pouvoir.

4° Des règles de compétence relatives au retrait des autorisations.

Les autorités compétentes pour délivrer les autorisations d'installer les distributeurs sur la voie publique ont également qualité pour prononcer le retrait de ces autorisations. En outre, en cette matière, la compétence du Préfet peut se trouver étendue par la simple application de l'art. 99 de la loi municipale aux termes duquel le Préfet peut exercer les pouvoirs de police du Maire si la sûreté, la salubrité et la tranquillité publiques l'exigent.

III. Des règles relatives à l'obtention par les débitants des autorisations nécessaires pour l'installation des distributeurs sur la voie publique.

Ces règles sont sensiblement les mêmes en ce qui concerne les permissions de voirie ou les permis de stationnement.

Ainsi que l'écrit M. Trotabas dans son ouvrage sur

l'utilisation du domaine public par les particuliers¹, le « permissionnaire possède dans l'une et l'autre de ces deux situations un statut analogue, sinon absolument identique. Il n'y a, ajoute-t-il, de l'une à l'autre hypothèse qu'une différence d'intensité résultant du fait de l'emprise ; celle-ci en matière de permission de voirie entraîne tout naturellement une situation plus stable ».

Il résulte de cette remarque qu'on ne saurait reconnaître à celui qui demande la délivrance d'un permis de stationnement un véritable droit à l'obtention de ce permis ainsi que l'affirment certains auteurs, notamment ceux pour lesquels le critère qui permet de distinguer le permis de stationnement de la permission de voirie repose sur la notion d'occupation conforme à la destination de la voie et compatible avec cette destination².

On peut ajouter également que si la permission de voirie entraîne une situation plus stable que celle qui résulte du permis de stationnement à raison de l'emprise, en contre-partie le permis de stationnement sera obtenu dans beaucoup de cas plus aisément que la permission de voirie. Ceci résulte essentiellement du fait que le stationnement présente en général moins d'inconvénients que la permission de voirie pour la conservation du domaine et même pour la circulation. En matière de distributeurs d'essence, par exemple, il est bien évident que les appareils sur chariot occasionnent moins de gêne que ceux qui sont boulonnés sur des socles adhérents au sol de la voie publique.

1. *Op. cit.*

2. Berthélémy, *op. cit.*

Et la conséquence que l'on peut tirer de cette idée, c'est que le contrôle exercé par le Conseil d'Etat sur les motifs invoqués par l'administration à l'appui d'un refus d'autorisation sera plus strict, dans beaucoup de cas, s'il s'agit d'un permis de stationnement et non d'une permission de voirie.

Mais sous ces réserves, les règles qui vont être exposées sont applicables aux deux catégories d'autorisations.

On ne saurait d'ailleurs dans cette étude s'appuyer sur la doctrine ou sur la législation à raison des incertitudes que présente la première et de la quasi inexistence de la seconde. Ces règles sont essentiellement jurisprudentielles, et l'on peut dire que ce sont les juridictions et notamment le Conseil d'Etat qui ont établi le statut du permissionnaire.

1° Du contrôle juridictionnel du refus des permissions de voirie.

L'octroi et le refus des permissions de voirie sont des actes qui dépendent de l'appréciation souveraine de l'administration. Il s'ensuit que les particuliers n'ont aucun droit à l'obtention de ces autorisations. Mais le Conseil d'Etat leur assure, grâce au contrôle juridictionnel que comporte le recours pour excès de pouvoir, une précieuse garantie pour leurs intérêts.

L'existence de cette garantie est d'ailleurs de date relativement récente, elle s'est affirmée notamment dans un arrêt du 11 avril 1913¹. Avant cette date en effet il était admis que le refus des permissions de voirie pré-

1. Compagnie des tramways de l'Est Parisien, S. 1913-3-113 et la note. Cf. ALIBERT : *Du contrôle juridictionnel de l'Administration*, p. 282.

sentait un caractère discrétionnaire qui excluait toute possibilité de recours contentieux. Depuis cette décision de 1913 qui a marqué l'avènement d'une nouvelle jurisprudence en affirmant que « tous les intéressés ont une égale aptitude à obtenir une permission de voirie pour l'installation sur les voies publiques de câbles électriques et qu'ils sont admis à faire annuler par le Conseil d'Etat les décisions administratives qui, refusant la permission sollicitée, auraient méconnu leur intérêt légitime » le Conseil d'Etat s'est efforcé de soumettre à son contrôle toutes les décisions par lesquelles l'administration refusait les autorisations sollicitées.

Des nombreux arrêts rendus par le Conseil d'Etat en cette matière, il résulte que le refus opposé par les autorités compétentes à une demande de permission de voirie n'est juridiquement fondé que dans la mesure où il est justifié par l'intérêt général.

C'est la solution qui se dégage en particulier d'un arrêt du premier mars 1929 ¹.

Dans cette décision, le Conseil d'Etat, après avoir rappelé le principe fondamental que « les particuliers n'ont aucun droit à l'obtention d'une permission de voirie et que l'octroi ou le refus des permissions de cette nature entre dans le pouvoir d'appréciation de l'administration », ajoute que « celle-ci a l'obligation de rechercher si l'intérêt général dont elle a la charge s'oppose ou non à l'adoption d'un projet, mais qu'elle ne saurait

1. S. 1929-3-73 et la note de M. le Professeur Mestre.

Egalement *Revue des concessions départementales et communales* 1924 : p. 113 : *Etude de jurisprudence sur le refus des permissions de voirie*, par M. le Professeur MESTRE.

fonder une décision de refus sur des considérations étrangères à la sauvegarde des intérêts généraux ».

Mais on peut se demander alors en quoi consiste cette notion d'intérêt général¹.

M. le Professeur Mestre dans sa note sous l'Arrêt du 1^{er} mars 1929, a résolu la question dans les termes suivants :

« Doivent être considérées comme inspirées par ce mobile toutes les décisions de refus dans lesquelles l'administration a agi dans l'intérêt de la voirie, de la circulation, de la salubrité, de la conservation du domaine ».

M. Mestre ajoute que le refus par le demandeur de payer une taxe en échange de l'autorisation constitue également un motif de refus inspiré par l'intérêt général².

Par contre, doit être considéré comme illégal tout refus de l'administration fondé sur le fait que l'impétrant refuse de se voir imposer aucune charge pécuniaire autre que les redevances prévues par la loi ou des prestations en nature.

C'est ce qui résulte notamment d'un arrêt du 8 mars 1929³ qui déclare expressément que s'il résulte de l'art. 98 et de l'art. 133 de la loi du 5 avril 1884 que

1. Elle fait l'objet de l'art. 98, § 4 de la loi municipale aux termes duquel les permissions de voirie peuvent, en cas de refus du Maire non justifié par l'intérêt général, être accordées par le Préfet.

2. D'après M. Mestre, les permissions de voirie peuvent être également refusées au cas où la personne administrative aurait pris antérieurement l'engagement de n'en point accorder. Cette règle qui joue certainement en ce qui concerne les autorisations prévues par la loi du 15 juin 1906 sur les distributions d'électricité paraît difficilement applicable en ce qui concerne les distributeurs d'essence. On ne voit pas bien en effet pour quel motif inspiré de l'intérêt général une Commune pourrait prendre l'engagement de ne pas accorder des autorisations d'installer des appareils distributeurs sur toute l'étendue du territoire.

3. S. 1929-3-41 et la note de M. Bonnard.

« le Maire peut légalement subordonner l'octroi des permissions de voirie au paiement des redevances prévues au tarif établi par le Conseil municipal et approuvées par le Préfet, aucune disposition législative ou réglementaire ne l'autorise à substituer par voie de mesure individuelle à ces taxes des redevances en nature, ni par suite imposer à un permissionnaire, en compensation de l'autorisation à lui accordée, l'obligation de fournir à la Commune une prestation déterminée ». C'est ainsi qu'en matière de distributeurs d'essence, il faudrait considérer comme illégal l'arrêté d'un Maire qui accorderait à un débitant l'autorisation d'installer ses appareils sur la voie publique à condition qu'il fournisse gratuitement une certaine quantité d'essence pour les besoins d'un service de transport communal.

Enfin d'après la jurisprudence il ne suffit pas, pour qu'une décision de refus soit régulière, que celle-ci contienne la simple allégation que l'intérêt général s'oppose à ce que la demande soit favorablement accueillie. C'est ainsi que le Conseil d'Etat a pu annuler une décision, motif pris de ce que « le Ministre avait l'obligation de rechercher si l'intérêt général s'opposait ou non à l'adoption du projet »¹.

Telles sont les règles générales auxquelles sont soumises les décisions de refus des permissions de voirie.

Le Conseil d'Etat a eu à plusieurs reprises l'occasion d'appliquer ces principes en ce qui concerne les distributeurs automatiques d'essence.

1. Arrêts Compagnie du Bourbonnais des 4 février 1921 et 4 août 1922. Leb. 1921, p. 148 et 1922, p. 732.

Tout d'abord par un Arrêt du 7 janvier 1932 (Bernard) il a déterminé sur ce point important les droits du pétitionnaire.

Dans l'espèce, le Conseil d'Etat se trouvait en présence d'une demande de permission formulée par un commerçant qui voulait établir un appareil distributeur sur un chemin vicinal de grande communication. C'était donc au Préfet qu'il appartenait de statuer après avis du Maire de la Commune intéressée.

Or, le Préfet refusa l'autorisation en se fondant exclusivement sur le fait que le commerçant n'exerçait pas la profession de garagiste.

Le Conseil d'Etat a annulé l'arrêté du Préfet par sa décision du 7 janvier 1932 dont voici les considérants :

« Considérant que pour refuser au sieur Bernard l'autorisation d'établir un appareil distributeur d'essence sur le chemin vicinal de grande communication n° 7 qui dans sa traversée de Bordeaux est dénommé Cours Maréchal Galliéni, le préfet de la Gironde s'est exclusivement fondé sur ce que celui-ci n'exerce pas la profession de garagiste ;

« Considérant que s'il peut appartenir au Préfet de limiter en certains cas particuliers, les autorisations d'établissement de distributeurs d'essence, lorsque l'intérêt général et notamment l'intérêt de la circulation l'exigent, il ne pouvait user de ses pouvoirs pour réserver, contrairement au principe de la liberté du commerce et de l'industrie, aux seuls garagistes le droit d'établir sur la voie publique des appareils de cette sorte »

Dans cette espèce, le Conseil d'Etat a fondé l'annu-

lation de l'arrêté préfectoral sur la violation de la loi Le Chapelier du 17 mars 1791 sur la liberté du commerce et de l'industrie.

Il n'est pas douteux en effet que la décision du préfet ne pouvait se justifier. Aucun texte ne prévoit que l'essence doit être vendue par les seuls garagistes. Dès lors admettre la validité de l'arrêté, c'eût été reconnaître l'existence d'un véritable monopole au profit de ces commerçants, monopole qui n'a aucune raison d'être, tous les commerçants pouvant légitimement prétendre au droit de vendre le carburant.

Dans une autre espèce, le Conseil d'Etat a fait également application de la loi Le Chapelier. Il s'agissait d'une demande formulée par un commerçant qui sollicitait l'autorisation d'installer quatre distributeurs sur le trottoir d'une route nationale.

Le Préfet refusa l'autorisation en se bornant à se référer à l'avis du Maire qui, lui-même, se fondait uniquement sur une délibération du Conseil Municipal de la Commune; celui-ci avait posé le principe que tout commerçant vendant de l'essence ne pouvait avoir que deux distributeurs placés à l'appui de son magasin et non point sur la voie publique. Le Préfet, aux termes mêmes d'un des considérants de l'arrêt « avait entendu faire purement et simplement application d'une règle d'une portée générale ».

Le Conseil d'Etat par son arrêt du 6 janvier 1933 a annulé l'arrêté du Préfet.

« Considérant qu'en fixant uniformément à deux par magasin le nombre des appareils de distribution d'essence

dont l'installation sur le trottoir de la voie publique peut être autorisée, le Préfet a édicté une règle, dont le caractère absolu, sans tenir compte des circonstances de fait et sans permettre les modifications compatibles avec l'intérêt général, peut être de nature à porter atteinte à la liberté du commerce ; que le sieur Rey est, dès lors, fondé à demander l'annulation de l'arrêté dont s'agit » ;

Il y a lieu de remarquer tout d'abord que des termes mêmes de la décision il résulte que, si l'intérêt général avait été en jeu, les mesures restrictives relatives au nombre des appareils auraient pu apparaître comme régulières. Il est bien évident en effet que, si l'établissement de plusieurs distributeurs d'essence sur la voie publique est de nature à entraver gravement la circulation, les autorités compétentes peuvent limiter le nombre de ces appareils.

D'autre part, l'arrêt se fonde, pour annuler l'arrêté du Maire sur la violation de la loi Le Chapelier. La liberté du commerce comporte en effet le droit pour les commerçants de livrer au public diverses variétés d'essence, ce qui suppose l'existence de plusieurs distributeurs. Enfin le Conseil d'Etat n'a pas examiné la clause de la délibération du Conseil Municipal interdisant l'établissement des appareils sur la voie publique et n'autorisant l'installation de ceux-ci qu'à l'appui des magasins des débitants.

Sur ce point les mêmes règles que celles qui ont inspiré le Conseil d'Etat sont également applicables. Il est bien certain que cette clause n'est pas légale à raison de son caractère trop général. Cette interdiction ne pourrait

résulter, le cas échéant que de circonstances propres à des cas particuliers et fondées sur l'intérêt général.

Ces deux espèces que nous venons d'analyser montrent bien quelle application le Conseil d'Etat peut faire des règles qu'il a lui-même établies. Mais il y a lieu d'observer que l'annulation du refus d'autorisation ne comporte pas de plein droit, pour le commerçant, l'octroi de l'autorisation. Celle-ci ne peut être délivrée que par l'administration active. Si cette autorisation est de nouveau refusée pour les mêmes motifs, ce refus pourrait de nouveau être déféré au Conseil d'Etat pour violation de la chose jugée. Mais si ce refus était fondé sur des motifs autres que les premiers, alors le Conseil d'Etat en apprécierait de nouveau la valeur.

2° Du contrôle juridictionnel en matière de retrait de permission de voirie.

« Le domaine public étant inaliénable et imprescriptible, les autorisations sont toujours accordées à titre précaire et révocable. Néanmoins, malgré cette précarité les titulaires de ces autorisations ont en quelque sorte un droit acquis à leur maintien ; c'est-à-dire que leur retrait n'est légalement possible que pour des motifs conformes au droit ». Tels sont les termes mêmes qu'emploie M. Alibert ¹ dans son étude sur le retrait des permissions de voirie et des conséquences qu'il entraîne au point de vue du recours pour excès de pouvoir.

Il convient de rapprocher la jurisprudence rendue en matière de retrait de celle qui concerne le refus et que

1. *Op. cit.*

nous venons d'exposer. Toutefois on ne peut dire que ces deux jurisprudences soient absolument identiques. En réalité, celle qui concerne le retrait est plus favorable au permissionnaire que celle qui a trait au refus. Cela tient à ce que, dans le second cas, le demandeur n'est qu'un pétitionnaire, alors que le permissionnaire auquel on enlève la permission est déjà bénéficiaire depuis plus ou moins longtemps de l'autorisation qui lui a été accordée ; il a un droit acquis à son maintien ¹.

En matière de retrait de permission de voirie, comme en ce qui concerne le refus, le Conseil d'Etat a élaboré une jurisprudence importante dont les règles ont été dégagées par M. le Professeur Mestre ².

Tout d'abord, la révocation de la permission de voirie ne peut être prononcée pour des motifs financiers.

Elle ne peut être prononcée non plus pour des motifs d'ordre économique ou d'ordre privé.

La révocation de la permission de voirie ne peut être valablement prononcée que pour inexécution des conditions imposées, pour des considérations de viabilité et de conservation de la voie, pour réalisation de travaux publics et pour conformité à la chose jugée.

3° De l'allocation d'une indemnité au permissionnaire lésé par le retrait ou le refus de l'autorisation.

Le Conseil d'Etat a parfois décidé qu'un retrait d'autorisation pouvait justifier une demande d'indemnité de la part du permissionnaire.

C'est ainsi que dans ses conclusions sous l'arrêt Goret ³

1. Cf. TROTABAS. *op. cit.*

2. « De la révocation des permissions de voirie ». *Revue des concessions* 1923, n° 1. Cf. également ALIBERT, *op. cit.*

3. C. E. 6 juin 1902. Leb p. 421. S. 1902-3-65.

M. Romieu propose le maintien de l'arrêté de révocation en ajoutant « Toute question d'indemnité demeurant réservée ».

C'est ainsi également que le Conseil d'Etat a pu décider à plusieurs reprises que l'éviction d'un permissionnaire sans indemnité ne pouvait avoir lieu qu'à la suite de travaux ordinaires d'entretien et de réfection intéressant directement la voie publique occupée en vertu de l'autorisation, mais que le permissionnaire, a droit, au contraire, à une indemnité lorsqu'il s'agit de travaux étrangers à cette voie ¹.

En matière de refus de permission de voirie, il existe également quelques décisions du Conseil d'Etat qui accordent des indemnités ².

De ces divers arrêts il faut donc reconnaître que le contentieux de l'indemnité est possible dans certains cas. Dans l'arrêt Robé par exemple, l'indemnité allouée au requérant représente la réparation d'un tort causé par l'exécution d'une décision administrative injuste ; de même le droit à une indemnité peut naître du fait de l'exécution d'une opération administrative injuste.

Si l'on applique ces règles aux distributeurs automatiques, on peut donc admettre que si des travaux publics obligent un débitant à enlever ses canalisations souterraines et la pompe elle-même, il pourra demander une

1. C.E. 3 février 1905. Leb. p. 110 ; 24 novembre 1905, Leb. p. 863 ; 9 juillet 1920, Leb. p. 693.

2. C. E. 8 juin 1917. Leb. p. 445 et 446 et 1921, Leb. p. 48.

Il s'agissait du refus opposé par le Maire de Cannes à une demande du sieur Robé relative à un n° de voiture de place, ce qui équivalait en fait à un permis de stationnement.

Cf. également TROTABAS, *op. cit.*

indemnité à condition que le travail ne soit pas un travail ordinaire d'entretien ou de réfection intéressant normalement la voie sur laquelle est l'installation du poste à essence.

De même encore pourra-t-on admettre comme fondée la demande d'indemnité d'un garagiste auquel l'administration refuserait sans motif valable l'autorisation d'établir des postes de distribution d'essence.

Telles sont les règles générales concernant le contrôle juridictionnel du Conseil d'Etat sur les décisions de refus ou de retrait des permissions de voirie.

Les délais pour former le recours pour excès de pouvoir sont les délais ordinaires de deux mois, à dater de la notification de la décision administrative.

Il faut ajouter d'ailleurs que le recours pour excès de pouvoir n'est pas le seul qui puisse être utilisé par le demandeur. Celui-ci peut toujours s'adresser soit au Ministre lorsque le Préfet refuse de faire droit à sa demande, soit au Préfet lorsque c'est le Maire qui est compétent ¹.

IV. Des sanctions applicables aux distributeurs installés sans autorisation, sur la voie publique. — Contravention. — Compétence.

Toute installation de distributeurs automatiques d'essence sur la voie publique, en l'absence d'autorisation préalable, constitue une contravention ; il en est

1. Cf. plus haut. « Les autorités compétentes pour accorder les permissions de voirie et de stationnement ».

de même pour les installations maintenues sur la voie publique après le retrait des autorisations.

En cette matière, pour tout ce qui concerne la nature de la contravention, la compétence des tribunaux, les effets de la contravention, il suffit d'appliquer les règles générales concernant les contraventions de voirie.

Jusqu'au décret du 28 décembre 1926 concernant l'unification des compétences en matière de police de la circulation et de la conservation des voies publiques, on a distingué les contraventions de grande voirie des contraventions ordinaires.

C'est ainsi que, sous l'empire de l'ancienne législation, les distributeurs qui faisaient l'objet d'une permission de voirie étaient soumis aux règles relatives aux contraventions de grande voirie, alors que les contraventions applicables aux appareils sur chariot étaient des contraventions de petite voirie.

Le décret du 28 décembre 1926 a supprimé cette distinction. Depuis la mise en vigueur de ce texte, toutes les infractions aux lois et règlements concernant soit la police de la circulation, soit la police de la conservation des voies, régulièrement classées comme voies publiques, à quelque catégorie que ces voies appartiennent, sont portées devant les tribunaux de l'ordre judiciaire, tribunaux de simple police, et en Appel, tribunaux correctionnels.

La Cour de cassation a fait application de cette règle en ce qui concerne les distributeurs automatiques d'essence dans un arrêt du 18 juin 1932¹ (Roux) dont voici deux attendus :

1. *Annales de la voirie*, novembre 1832.

« Attendu que Roux a été poursuivi devant le tribunal de simple police de Vanves pour avoir contrevenu à l'arrêté réglementaire du Préfet de la Seine, en date du 14 juin 1911, concernant les permissions de voirie, en installant sans autorisation sur le trottoir de la route nationale n° 189 à Issy-les-Moulineaux des distributeurs d'essence ;

« Attendu qu'aux termes des art. 1 et 3 du décret du 28 décembre 1926 toutes les infractions aux lois et règlements concernant, soit la police de la circulation sur les voies publiques ou privées ouvertes à la circulation, soit la police de la conservation des voies régulièrement classées comme voies publiques, à quelque catégorie que ces voies appartiennent seront portées devant les tribunaux de l'ordre judiciaire, et que les usurpations, les dégradations, et en général tout fait qui porte atteinte ou est de nature à porter atteinte à l'intégrité des voies publiques et des ouvrages qu'elles comportent, à en modifier l'assiette, ou à occasionner des détériorations, constituent des contraventions de police ».

Il serait d'ailleurs inexact de dire que toute distinction est effacée entre les deux catégories de contraventions.

En effet si les amendes par lesquelles sont réprimées les infractions à la police de la circulation constituent des pénalités ordinaires, par contre en ce qui concerne les contraventions relatives à la conservation du domaine, à la pénalité s'ajoute l'obligation de fournir la réparation du dommage causé, la restitution de sol usurpé et l'enlèvement des ouvrages faits.

C'est pourquoi l'on prescrit pour cette catégorie de

contraventions que les procès-verbaux seront transmis aux autorités gardiennes et propriétaires du domaine¹.

En ce qui concerne les fonctions du ministère public prévues au paragraphe 2 de l'art. 5 du décret du 28 décembre 1926, la Cour de cassation dans le même arrêt du 18 juin 1932 a adopté la solution intéressante suivante :

« Attendu d'autre part que si d'après l'art. 5 du même décret, au cas de poursuite de contravention à la police de la conservation des voies publiques, les fonctions du ministère public doivent être remplies par le chef de service de voirie intéressé ou l'agent désigné par lui, il résulte de cette même disposition qu'il n'en est ainsi que s'il existe un service organisé, et qu'à défaut d'un tel service, les fonctions du ministère public sont remplies comme à l'ordinaire par l'une des personnes visées à l'art. 144 du Code d'instruction criminelle ;

« Et attendu qu'aucune critique n'ayant été élevée devant le tribunal relativement à la compétence du commissaire de police à l'effet d'exercer l'action publique, il y a présomption que celui-ci a rempli les fonctions du ministère public devant le tribunal de simple police de Vanves à défaut de service organisé ainsi qu'il y était autorisé par l'art. 5 précité du décret du 28 décembre 1928 ».

Ajoutons également que ce même arrêt se conformant d'ailleurs à une jurisprudence constante sur ce point, a décidé que le ministère public pouvait poursuivre

1. Sur tous ces points Cf. le décret du 28 décembre 1926, notamment en ce qui concerne les questions préjudicielles et la discontinuation des travaux.

l'enlèvement des appareils installés sans autorisation, antérieurement au 12 novembre 1931, malgré la loi d'amnistie du 26 décembre 1931 aux termes de laquelle amnistie pleine et entière était accordée, pour les faits commis antérieurement au 12 novembre 1931, aux contraventions de simple police et aux contraventions de grande voirie.

Cette solution est la simple application de la règle suivant laquelle l'amnistie ne peut, dans aucun cas, être opposée aux droits des tiers ainsi que l'exprime la Cour :

« Attendu qu'aux termes de l'art. 11 de la loi d'amnistie, celle-ci ne peut dans aucun cas être opposée aux droits des tiers ; que cette disposition est applicable au ministère public en ce qui concerne l'exécution des travaux ordonnés par le jugement, en l'espèce l'enlèvement des appareils installés sans autorisation ».

Remarquons enfin que c'est le tribunal qui doit ordonner l'enlèvement des ouvrages installés sans autorisation sur la voie publique. D'une manière générale, les autorités de police n'ont pas le droit, en l'absence de toute décision judiciaire, de prescrire aux propriétaires des ouvrages d'enlever ceux-ci sous peine d'exécution d'office.

C'est ce qui résulte d'un arrêt du Conseil d'Etat du 27 février 1931 (Mériaux) qui a prononcé l'annulation d'un arrêté du Préfet de Seine-et-Oise prescrivant au sieur Mériaux l'enlèvement de 4 appareils distributeurs d'essence installés en bordure de la route nationale ¹.

1. Leb. p. 242, 1931.

« Considérant en la circonstance que des poursuites judiciaires avaient été engagées contre le sieur Mériaux à l'occasion des faits qui ont motivé l'arrêté attaqué et que le requérant appelant d'un jugement contenant à son égard des prescriptions identiques à celles de cet arrêté, bénéficiait de l'effet suspensif de l'appel prévu par l'art. 173 du Code d'instruction criminelle, ne faisait pas obstacle à ce que le Préfet, usant des pouvoirs de police qu'il tient de l'art. 113 du décret du 16 décembre 1811 ordonnât les mesures nécessaires pour assurer d'urgence la circulation au droit des appareils litigieux ;

« Considérant que dans les circonstances de l'espèce, la circulation se trouvait entravée du fait, non de l'existence même desdits appareils, mais des stations que leur présence occasionnait à un endroit où la route nationale très fréquentée par les automobilistes, est particulièrement resserrée ; que s'il appartenait dès lors au Préfet d'interdire, par application des textes sus rappelés le stationnement au droit de ces appareils, il a excédé les pouvoirs que ces textes lui confèrent en mettant le sieur Mériaux en demeure d'enlever, sous peine d'exécution d'office, ses distributeurs d'essence, cet enlèvement ne devant, en l'absence de toute nécessité urgente, être prononcé qu'en vertu d'une décision judiciaire ».

Il convient de remarquer tout d'abord que l'arrêt reconnaît au Préfet le droit d'interdire le stationnement des automobiles au droit des appareils distributeurs. La solution ne saurait être critiquée à aucun point de vue ; juridiquement elle n'est que l'application normale des

règles concernant les pouvoirs de police du Préfet, et pratiquement elle évite tous les inconvénients qui découlent de la nécessité de laisser les appareils en place tant que la décision judiciaire n'est pas intervenue.

Notons également que l'arrêt comporte une réserve, s'agissant de l'interdiction pour le Préfet de passer à l'exécution d'office, il prévoit en effet le cas « de nécessité urgente ».

Que faut-il entendre par « nécessité urgente » ? Il s'agit là évidemment d'une question de fait que le Conseil d'Etat appréciera, le cas échéant, souverainement s'il est saisi par la voie du recours pour excès de pouvoir ¹.

V. De la réglementation de la publicité sur les distributeurs installés sur la voie publique

Cette réglementation a soulevé à l'origine d'assez grandes difficultés d'application tenant en grande partie à l'imprécision des termes mêmes du texte fondamental en cette matière, la circulaire interministérielle du 10 octobre 1930.

Cette circulaire prescrit en effet l'insertion dans les arrêtés préfectoraux autorisant l'établissement des distributeurs sur la voie publique d'une clause d'après laquelle il est interdit aux permissionnaires d'apposer ou de laisser apposer sur ces appareils aucun panneau ou emblème quelconque de publicité ou aucune mention autre que le nom du constructeur de l'appareil.

1. Ces règles posées dans l'arrêt s'appliqueraient, le cas échéant, aux autorités autres que le Préfet, notamment au Maire.

A la suite de l'envoi de ce texte aux Préfets, des procès-verbaux furent dressés à plusieurs reprises contre les débitants qui avaient affiché sur leurs appareils des indications concernant la marque, la qualité et le prix du carburant mis en vente. Mais dans la plupart des cas, les tribunaux judiciaires refusèrent de reconnaître la légalité des arrêtés préfectoraux pris par application de la circulaire du 10 octobre 1930 et relaxèrent les contrevenants des fins des poursuites. On trouve dans leurs décisions deux motifs d'illégalité tirés d'une part de la loi du 10 janvier 1925 sur l'affichage obligatoire du prix de vente de l'essence, soit en qualité « poids lourds » soit en qualité « tourisme », et d'autre part, de la fameuse loi Le Chapelier du 17 mars 1771 sur la liberté du commerce et de l'industrie. Aussi en présence des difficultés auxquelles donnaient lieu les arrêtés individuels d'autorisation pris en exécution de la circulaire du 11 octobre 1930, les Ministres de l'Intérieur et des Travaux Publics envoyèrent aux Préfets à la date du 22 mai 1931 une autre circulaire précisant la portée de celle du 11 octobre 1930 et faisant connaître qu'elle ne s'appliquait qu'aux emblèmes et mentions de publicité proprement dits et non aux indications relatives à la marque, à la qualité ou au prix de l'essence mise en vente, et qu'elle ne visait pas davantage à la suppression du timbre de garantie apposé par le service des poids et mesures, ni des plaques portant le nom du constructeur ou du propriétaire de l'appareil.

Enfin dans le but de renforcer les prescriptions contenues dans les deux textes que nous venons d'examiner

brièvement, les Ministres de l'Intérieur et des Travaux Publics adressèrent une troisième circulaire aux Préfets leur enjoignant de rendre exécutoire le modèle d'arrêté préfectoral dont nous donnons la teneur plus loin.

Aussi actuellement la réglementation de la publicité sur les pompes à essence ne peut plus donner lieu à aucune confusion. Telle qu'elle doit être appliquée, elle ne saurait être critiquée. Il n'est pas douteux, en effet, que les autorités compétentes pour délivrer des autorisations d'installer des appareils sur la voie publique, ont le droit d'interdire l'apposition de panneaux de publicité ou d'affiches ; aucune exception d'illégalité ne pourrait être soulevée utilement sur ce point devant les tribunaux répressifs, de même que nul recours pour excès de pouvoir ne pourrait être formé avec quelque chance de succès devant le Conseil d'Etat contre les arrêtés préfectoraux d'autorisation ¹.

Par contre toute application abusive de la réglementation en ce qui concerne les marques, le prix et la qualité du carburant, pourrait parfaitement justifier l'introduction d'un recours pour excès de pouvoir ou une exception d'illégalité.

On peut admettre à la rigueur le droit pour les Préfets de réglementer l'apposition de ces indications dans l'intérêt bien compris de la voirie ; mais on ne saurait aller plus loin et leur reconnaître, pas plus qu'aux ministres compétents, le droit d'interdire l'établissement de ces indications sur les appareils.

1. Bien entendu la réglementation de la publicité ne joue pas à l'égard des distributeurs placés en dehors de la voie publique, sur des terrains particuliers.

Projet d'arrêté préfectoral

Portant modification de l'arrêté du 1^{er} décembre 1923 relatif à la réglementation de l'installation des distributeurs automatiques d'essence sur la voie publique.

Nous, Préfet de Police du département,

Vu les lois, décrets et règlements concernant la conservation des voies publiques, ainsi que la liberté et la sécurité de la circulation sur ces voies ;

Vu l'arrêté réglementaire du 15 janvier 1907 sur les permissions de grande voirie ;

Vu les arrêtés ministériels des 3 août 1878, 30 octobre 1895 et 22 septembre 1906 concernant les occupations temporaires du domaine public national ;

Vu les art. 91, 95, 97, 98, 99 et 133 (§ 7) de la loi du 5 avril 1884, l'art. 94 du décret du 5 août 1884 et la circulaire du Ministre de l'Intérieur du 15 mai suivant ;

Vu l'art. 1^{er} de la loi du 21 juin 1898 ;

Vu les circulaires des Ministres de l'Intérieur et des Travaux Publics en date des 29 octobre 1923, 11 octobre 1930, 22 mai 1931, et juillet 1932.

Arrêtons

L'art. premier de l'arrêté préfectoral du 1^{er} décembre 1923, complété par celui du 22 octobre 1930, relatif à la réglementation de l'installation des distributeurs automatiques d'essence sur la voie publique est modifié comme suit :

VII. — Il est interdit au bénéficiaire de l'autorisation d'apposer ou de laisser apposer sur le distributeur aucun panneau, emblème ou mention quelconque de publicité.

Sont exceptées de cette interdiction les indications relatives à la marque, à la qualité ou au prix du carburant mis en vente. Ces indications ne seront toutefois tolérées que sur la surface même des appareils distributeurs ou sur des pancartes accrochées à ces appareils et ne dépassant pas sensiblement leur gabarit. Elles ne devront en aucun cas faire l'objet de panneaux portatifs spéciaux.

L'indication, sur lesdits appareils, de la mise en vente de tout autre produit (pièces détachées, pneumatiques, huiles de graissage etc...) est formellement interdite.

Fait à le 15 octobre 1932

VI. ANNEXES AU RÉGIME ADMINISTRATIF

De la réglementation administrative commune à tous les appareils distributeurs d'essence.

1° Contrôle des appareils.

Un contrôle des appareils distributeurs d'essence est apparu nécessaire afin de garantir les acheteurs d'essence contre toutes les fraudes possibles, dues, soit à la défectuosité des appareils, soit à leur mauvais fonctionnement accidentel, soit encore à l'usage illicite qui peut en être fait.

Une réglementation a été établie pour tenir compte de la nécessité de soumettre les appareils distributeurs à une série d'opérations de contrôle donnant les garanties que les consommateurs sont en droit d'exiger pour s'assurer que la marchandise vendue et payée par eux leur est effectivement livrée.

Le décret du 4 juin 1925 dont nous reproduisons le texte ci-après a eu pour objet de soumettre les appareils mesureurs de liquides au contrôle et à la vérification du service des poids et mesures.

Le Président de la République française,

DECRETE :

Art. premier. — Le tableau B, annexé au décret du 2 mai 1923 est complété ainsi qu'il suit :

I. Unités géométriques

« *Appareils mesureurs de liquides.* — Les appareils mesureurs de liquides servant à fournir d'une manière discontinue des volumes définis de liquides mesurés en unités légales doivent comporter un dispositif réglé de telle façon que les volumes fournis correspondent invariablement aux quantités indiquées visiblement pour permettre à l'acheteur de contrôler l'opération.

« Pour les appareils servant à la mesure des carburants liquides, l'erreur relative sur chaque volume fourni par l'appareil est au maximum de un centième en plus ou en moins.

« Il sera procédé sur place à la vérification périodique, suivant les modalités arrêtées par le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes. »

Art. 2. — Le Ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 4 juin 1925.

Par le Président de la République:

Le Ministre du Commerce, de l'Industrie,
des Postes et des Télégraphes :

CHAUMET.

Règlementation actuellement en vigueur

Les arrêtés actuellement en vigueur, reproduits ci-après, sont : l'un relatif à la construction des appareils, l'autre relatif à la vérification et à l'utilisation des appareils. Ils constituent aujourd'hui la réglementation que doivent res-

pecter toutes les personnes se servant à un titre quelconque des appareils en question : constructeurs, détenteurs ou utilisateurs.

Arrêté du 24 décembre 1929, relatif à la Construction des appareils mesureurs de carburants liquides.

Art. 1^{er}. — La construction des appareils mesureurs de carburants liquides pouvant comporter un flexible de distribution et servant à des transactions commerciales devra répondre aux prescriptions suivantes.

Art. 2. — Les appareils devront être solidement construits.

Dans le cas où le mesurage s'effectuera par différence de niveau, le rapport entre les nombres exprimant, d'une part, en centimètres carrés, la section au niveau de mesurage, d'autre part, en centimètres cubes, le plus petit volume correspondant à ce niveau, sera au plus égal à $1/5$.

Les joints, vannes, clapets, etc., seront aussi étanches que possible.

Les rentrées d'air, s'il s'en produit, ne devront pas fausser le débit.

Toutefois, cette dernière condition n'est pas exigée des appareils dont les types auront été approuvés avant le 1^{er} janvier 1930, à condition de satisfaire par ailleurs aux limites maxima d'erreur fixées au décret du 4 juin 1925.

Art. 3. — Les appareils devront comporter des dispositifs interdisant :

1° La livraison de la quantité d'essence contenue dans une capacité mesureuse insuffisamment remplie ;

2° L'arrêt définitif de la vidange d'une capacité mesureuse avant évacuation complète du volume de liquide à distribuer ;

3° Le remplissage et la vidange simultanée d'une capacité mesureuse ;

4° Le retour à la citerne d'une fraction du volume de liquide à distribuer.

Art. 4. — Un dispositif indicateur montrera visiblement et invariablement à l'acheteur les quantités mesurées. Ce dispositif ne devra se prêter à aucune manœuvre frauduleuse.

Des index pourront en outre être placés en regard des niveaux de stabilisation du liquide dans les appareils où le mesurage s'effectue par différence de niveau.

Art. 5. — Les appareils pourront facultativement comporter un ou plusieurs robinets ou dispositifs d'arrêt sur la vidange.

Ces organes devront répondre aux conditions fixées par décisions ministérielles après avis de la commission de métrologie usuelle.

Arrêté du 30 mai 1933 relatif à la construction des appareils mesureurs de carburants liquides.

Le dernier paragraphe de l'art. 2 de l'arrêté du 24 décembre 1929 relatif à la construction des appareils mesureurs de carburants liquides, est modifié ainsi qu'il suit :

« Toutefois cette dernière condition n'est pas exigée jusqu'au 1^{er} janvier 1935, des appareils dont les types ont été approuvés avant le 1^{er} janvier 1930 à condition que leur débit reste dans les limites maxima d'erreur fixées au décret du 4 juin 1925 ».

Difficultés rencontrées dans l'application des premières prescriptions réglementaires

L'application des textes que nous venons de reproduire, a conduit à ne considérer comme pouvant être admis à la vérification et au poinçonnage que les appareils remplissant les conditions suivantes :

1^o Impossibilité de commencer la vidange d'un vase jaugeur insuffisamment rempli ;

2^o Impossibilité d'arrêter la vidange d'un vase jaugeur avant évacuation complète du volume de liquide à distribuer.

A ces deux conditions, s'ajoutait l'obligation pour les ap-

pareils de comporter un : « dispositif réglé de telle façon que les volumes fournis correspondent invariablement aux quantités indiquées visiblement pour permettre à l'acheteur de contrôler l'opération ».

Ces conditions, lorsqu'elles furent connues, suscitèrent de la part des constructeurs certaines réserves. Ces derniers observaient alors que de telles prescriptions n'étaient peut-être pas toutes immédiatement et pratiquement réalisables. Ils estimaient en effet qu'un délai leur était nécessaire pour mettre au point des appareils poinçonnables et répondant aux conditions réglementaires. De leur côté, les détenteurs d'appareils simplement tolérés ne connaissaient pas les délais pendant lesquels seraient tolérés les appareils en service.

Enfin les consommateurs d'essence voulaient obtenir des garanties de la régularité du débit des appareils en fonctionnement et ne marquaient aucun désir de voir se prolonger les délais accordés pour le maintien des appareils ne répondant pas aux prescriptions du décret du 4 juin 1925 et de l'arrêté du 24 du même mois. (Ce dernier a été depuis lors abrogé et remplacé par l'arrêté du 26 décembre 1929).

Pour tenir compte à la fois des nécessités de la construction des nouveaux appareils et des intérêts légitimes des détenteurs d'appareils tolérés, tout en ne perdant pas de vue les intérêts du consommateur, des prescriptions nouvelles furent élaborées. Elles firent l'objet de l'arrêté du 26 décembre 1929 dont le texte est le suivant :

Arrêté du 26 décembre 1929 relatif à la vérification et à l'utilisation des appareils mesureurs de carburants liquides.

Art. 1^{er}. — La vérification primitive des appareils mesureurs de carburants liquides dont les types auront été approuvés par décision ministérielle après avis de la commission de métrologie usuelle, sera effectuée, pour les appareils neufs, dans les ateliers des constructeurs et, pour les appareils remis à neuf, dans lesdits ateliers ou dans ceux du propriétaire.

Ces appareils devront être conformes aux modèles autorisés et répondre aux conditions de bonne fabrication exigées par les règlements et les circulaires d'admission.

Toutefois, jusqu'au 1^{er} janvier 1936, les appareils tolérés par application de l'article 9 ci-après, qui sont susceptibles après transformation, d'être soumis à la vérification primitive, pourront être vérifiés sur place ou dans les ateliers du propriétaire après autorisation du Ministre du Commerce. La demande d'autorisation indiquera la marque et le type de l'appareil, son numéro de série, son emplacement et les noms et adresses de son propriétaire et de son futur détenteur.

La vérification aura lieu en présence du constructeur ou de son représentant, si celui-ci le demande.

Art. 2. — Les frais occasionnés par la vérification primitive seront à la charge des constructeurs. Ceux-ci seront tenus de fournir les quantités d'hydrocarbure nécessaires et de mettre à la disposition du vérificateur une installation convenable, un main d'œuvre suffisante et un matériel approprié, consistant notamment en récipients jaugeurs de types agréés par le service des poids et mesures et étalonnés par ce service.

Art. 3. — Les appareils qui auront satisfait aux essais effectués conformément aux prescriptions des circulaires ministérielles prises à cet effet, recevront l'apposition du poinçon primitif spécifié à l'arrêté du 4 mai 1925. Des décisions ministérielles rendues après avis de la commission de métrologie usuelle, fixeront, pour chaque type d'appareils, le nombre et l'emplacement des plombs sur lesquels sera apposé ledit poinçon. Les détenteurs d'appareils devront veiller à ce que ces plombs, ainsi que les empreintes qu'ils portent, restent en bon état de conservation.

Art. 4. — La vérification périodique des appareils aura lieu une fois par an. Elle s'effectuera sur place et conformément

aux prescriptions des circulaires ministérielles. Elle sera constatée par l'apposition de la lettre annuelle à un endroit spécialement prévu à cet effet sur le carter.

Les appareils pourront également faire l'objet de toutes autres opérations de vérification au cours des tournées de surveillance qu'il est prescrit aux fonctionnaires des poids et mesures d'effectuer.

Les détenteurs devront se prêter à ces diverses opérations pour lesquelles ils auront à fournir la main-d'œuvre et les quantités d'hydrocarbure nécessaires.

En outre, ils devront toujours reprendre les quantités de carburant ayant servi aux essais. Lorsque la bouche de la citerne sera fermée par un plomb portant l'empreinte d'une société pétrolière, le vérificateur des poids et mesures pourra briser celui-ci à l'effet de remettre en citerne le carburant tiré à l'appareil. Toutefois, il devra, la restitution terminée, reposer à la place du plomb primitif, un plomb portant l'empreinte du service des poids et mesures (poinçon à la bonne foi).

Il pourra, si le détenteur le demande, lui remettre une fiche spécifiant le nombre de litres tirés à l'appareil. Cette fiche indiquera si la restitution a eu lieu dans la citerne alimentant l'appareil ou de toute autre manière.

Art. 5. — En cas de réparation, soit volontaire, soit prescrite par le service des poids et mesures, les plombs ou scellés apposés sur un appareil pourront être brisés hors de la présence du vérificateur, mais exclusivement par la personne chargée de la réparation.

Les plombs brisés pour permettre l'exécution du travail devront être remplacés, par les soins du réparateur, par d'autres qu'il revêtira de l'empreinte de sa maison.

Par dérogation aux dispositions de l'arrêté du 30 décembre 1924, l'appareil réparé pourra alors être remis en service immédiatement, mais la maison ou la personne qui a fait effectuer la réparation devra adresser, dans un délai maximum

de cinq jours, à l'inspecteur régional de la circonscription des poids et mesures dans laquelle se trouve l'appareil, une note indiquant :

- 1° Le type et le numéro de l'appareil, son emplacement, les noms et adresses du propriétaire et du détenteur ;
- 2° La nature de la réparation ;
- 3° Le nombre de plombs brisés ;
- 4° La date de la remise en service de l'appareil.

La nouvelle vérification à laquelle il sera procédé par le service des poids et mesures aura lieu dans les conditions visées à l'art. 4 ci-dessus.

Art. 6. — Les constructeurs et, en général, toutes les sociétés ou maisons susceptibles d'apposer sur les appareils des plombs portant leur empreinte sont tenus de déposer leur marque au ministère du Commerce et de l'Industrie (service des poids et mesures).

Art. 7. — Les appareils appartenant aux types simplement tolérés dont la liste sera fixée par arrêté ministériel, dans un délai d'un mois à partir de la publication du présent arrêté, seront surveillés par les fonctionnaires du service des poids et mesures, au moyen d'essais leur permettant de se rendre compte de leur exactitude et de leur état de fonctionnement. Ces essais seront conformes à la manœuvre normale des appareils ; par exemple, les pompes devront être amorcées et les jaugeurs convenablement remplis et vidés. Pour ces opérations, les détenteurs seront soumis aux obligations visées à l'art. 4 ci-dessus.

Les vérificateurs devront prescrire la réparation de ces appareils qui présenteraient dans le débit des écarts supérieurs à celui de 1 % fixé par le décret du 4 juin 1925. Ils pourront également mettre sous scellés ces appareils s'ils le jugent indispensable pour la garantie publique. Dans ce cas, les scellés ne pourront être brisés que par la personne chargée d'effectuer la réparation. Cette personne adressera, dans un délai

maximum de cinq jours, à l'inspecteur régional de la circonscription des poids et mesures dans laquelle se trouve l'appareil, une note indiquant :

- 1° Le type et le numéro de l'appareil ;
- 2° Son emplacement, les noms et adresses du propriétaire et du détenteur ;
- 3° La nature de la réparation ;
- 4° La date de la remise en service de l'appareil.

Les détenteurs de ces appareils devront posséder une mesure légale d'un demi-décalitre ou d'un décalitre.

Art. 8. — Ne sera plus autorisée, à partir du 1^{er} janvier 1931 l'installation, pour des transactions commerciales, d'appareils appartenant à des types non admis à la vérification et au poinçonnage.

Ces appareils pourront être utilisés pour des opérations d'ordre intérieur, à condition de porter en caractères très apparents sur une plaque inamovible, l'inscription suivante : « Appareil interdit pour toutes transactions commerciales ».

Art. 9. — Les appareils déjà installés et qui ne répondraient pas aux conditions imposées par l'arrêté du 24 décembre 1929 relatif à la construction des appareils mesureurs de carburants liquides, ne pourront être maintenus en service, pour la vente des hydrocarbures, postérieurement au 1^{er} janvier 1936.

Art. 10. — Dès avant l'expiration du délai d'utilisation fixé par l'art. 9 (1^{er} janvier 1926), la suppression d'un appareil toléré pourra être exigée par le service des poids et mesures, quand il aura donné un écart supérieur à deux fois la tolérance de 1 % fixée par le décret du 4 juin 1925 ou bien que mis deux fois en réparation et réparé pour des écarts compris entre 1 et 2 %, il accuse encore, lors d'un troisième essai, un écart supérieur à 1 %.

Art. 11. — Les constructeurs et détenteurs d'appareils devront veiller à ce que tous les essais et opérations de véri-

fication s'effectuent dans les plus complètes conditions de sécurité tant au point de vue de la protection du personnel du service des poids et mesures que de celle du voisinage.

Art. 12. — L'arrêté ministériel du 24 juin 1925 est abrogé.

*Appareils distributeurs d'essence tolérés en exécution
de l'art. 3 du décret du 2 mai 1923.*

L'arrêté suivant, du 7 février 1930 a fixé la liste des appareils distributeurs de carburants liquides bénéficiant des dispositions de l'art. 3 du décret du 2 mai 1923.

Il convient de rappeler à ce sujet qu'aux termes de l'art. 9 de l'arrêté du 26 décembre 1929, « les appareils tolérés ne pourront être maintenus en « service pour la vente des hydrocarbures, postérieurement au 1^{er} janvier 1936 ».

Art. 1^{er}. — La liste des types d'appareils distributeurs d'hydrocarbures bénéficiant de la tolérance prévue à l'art. 7 de l'arrêté du 26 décembre 1929 est fixée ainsi qu'il suit :

Appareils à pompe mesureuse :

Boutillon,
Bowser, 20 litres.
Bowser, 5 litres.
Gilbert et Barker, 20 litres.
Gilbert et Barker, 5 litres.
Kilo-pompe.
Milwaukee, 20 litres.
Milwaukee, 5 litres.
Rapidayton.
Siam.
Wayne, 20 litres.
Wayne, 5 litres.

Appareils à vase mesureur :

Bazard.
Boutillon.
Bowser.
Fry.
Garantie visible.
Gex.
Samoa.
Satam.

Appareils à double jaugeur.

Boutillon.
Arbox.
Comptelux.
Gex.
Hardoll.
Pneuma.
Rapide.
Samoa.
Siam.
Satam.
Universel.

Les dispositions des articles 7 précité, 8, 9 et 10 de l'arrêté du 26 décembre 1929 sont applicables à ces appareils.

Art. 2. — Le directeur des affaires commerciales et industrielles est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Appareils autorisés

Aux termes de l'art. 8 de l'arrêté du 26 décembre 1929 « ne sera plus autorisé à partir du 1^{er} janvier 1931, l'installation pour des transactions commerciales, d'appareils appartenant à des types non admis à la vérification et au poinçonnage ».

Cette disposition conjuguée avec celles de l'arrêté du 24 décembre 1929 relatif à la construction des appareils, fait obligation aux constructeurs de soumettre à la vérification et

au poinçonnage leurs nouveaux types d'appareils répondant aux conditions réglementaires. Nous donnons ci-après la liste des appareils qui ont ainsi été autorisés jusqu'à ce jour :

*Appareils admis antérieurement au décret
du 24 décembre 1929*

Arbox	Avril	1927
(Sté Carbox, bd. de la Paix, La Courneuve) (Seine)		
Gex R. 2	Mai	1927
Gex R. 10	—	—
Gex R. 11	—	—
Comptelux	Janv.	1928
(C ^{ie} pour la fabrication des comp- teurs et appareils d'usines à gaz)		
Boutillon	Juill.	1928
(H. Boutillon, constructeur, 9 rue de St-Cloud, à Suresnes) (Seine).		
Hardoll, type I, 43	Nov.	1928
(Appareil Automatique Hardoll, 32 et 34, rue Greffulhe à Levallois).		
Gex. R. 6	Déc.	1928
(Ateliers de constructions mécani- ques « l'Aster », 6, rue Baudin, à Ivry-sur-Seine).		
S.A.M.O.A. (B. 7)		
Sté An. de machines-outils, 17 rue Brey, à Paris (17 ^e).		
	Avril	1929
Gilbert et Barker	Mai	1929
Type 3.500 (Sté Stemco, 82, av. des Champs- Elysées, Paris)		
Gex R. 20	Juin	1929
« SIAM » D. 4	Janv.	1930
(Sté Ind. d'appareils mécaniques, 5 pas- sage d'Iéna, à Levallois-Perret (Seine).		

*Appareils admis postérieurement au
décret du 24 décembre 1929*

Hardoll, 1. 51.	Fév.	1930
(Sté Satam, 7 rue Ernest-Cognacq, Levallois) (Seine)		
Gilbert et Barker, T. 3.500 B	Mars	1930
Samoa-Myard	—	—
Gex R. 40	Avril	1930
Gex R. 41	—	—
Rapide T. II et III	Mai	1930
(Et. Courtioux, 35, bd. Berthier, (Paris).		
Bouillon, type B	Oct.	1930
Arbox, type M.O. 2 mural	Oct.	1930
S.A.T.A.M., type G. 38 mural	Déc.	1930
Courtoux, type C. 41 mural.	—	—
Arbox, type M.O. 4 mural	Janv.	1931
S.I.A.M., bijaugeur de 5 lit., type D, 4, A.D. 5	Avril	1931
S.I.A.M., bijaugeur de 5 lit., type D, 11 mural	Avril	1931
Rapide, type II et III	Oct.	1931
Thémis	Mai	1931
(Société d'études et de fabrication d'appareils distributeurs automa- tiques, 10 rue de Milan, Paris)		
Gex, type R. 50	Juill.	1931
Gex, bijaugeur de 5 lit., type R. 51	Oct.	1931
Distributeur d'huile Pouderos, type H. 3	Déc.	1931
(Etabl. Robillard, 6 rue Collas, à Billancourt)		
Boutillon, type A, modifié	Fév.	1932
Samoa-Myard, type mural	Mars	1932

Themis, type J.S. monojaugeur	Juill.	1932
S.I.A.M.D. 13	—	1932
S.C.A.P.I., type 760, bijaugeur de 5l.	Janv.	1933
(Sté Anonyme de Construction des Appareils pour l'Industrie (S.C.A. P.I.) de Vilverde (Belgique), repré- sentée en France par M. Æbly, 15. rue Spontini, Paris.		

2° De la réglementation concernant l'installation des réservoirs alimentant les distributeurs d'essence.

Les dépôts d'essence nécessaires aux débitants pour alimenter leurs appareils distributeurs rentrent dans la catégorie des dépôts d'hydrocarbure. Ces dépôts, à raison des dangers d'incendie ou d'explosion qu'ils présentent, font partie des établissements dangereux, incommodes et insalubres auxquels s'applique la législation du 19 décembre 1917 et du 20 avril 1932.

Les grandes lignes de cette législation sont les suivantes :

Les établissements dangereux, incommodes ou insalubres sont divisés en 3 classes.

La première classe comprend les établissements qui doivent être éloignés des habitations.

La deuxième classe comprend ceux dont l'éloignement des habitations n'est pas rigoureusement nécessaire, mais dont l'exploitation ne peut être autorisée qu'à la condition que des mesures soient prises pour prévenir les dangers ou les inconvénients qu'ils peuvent présenter soit pour la sécurité, la salubrité ou la commodité du voisinage, soit pour la santé publique ou pour l'agriculture.

Dans la troisième classe sont placés les établissements qui, ne présentant pas d'inconvénients graves ni pour le voisinage ni pour la santé publique, sont soumis à des prescriptions générales édictées dans l'intérêt du voisinage ou de la santé publique pour tous les établissements similaires.

Toutefois dans les zones réservées à l'habitation qui sont prévues dans les projets d'aménagement et d'embellissement des villes, aucun établissement nouveau appartenant à la première ou à la deuxième catégorie ne peut être autorisé.

En ce qui concerne les établissements existants visés par le paragraphe précédent pourront seules être autorisées les modifications apportées dans les conditions de leur exploitation qui n'aggravaient pas la gêne résultant de leur existence pour le voisinage.

En outre un décret rendu dans la forme des règlements d'administration publique déterminera ceux des établissements dangereux, insalubres ou incommodes qui, bien que rangés dans la 3^e classe, doivent être assimilés aux établissements de la 2^e classe en ce qui concerne l'application du paragraphe précédent et dont l'ouverture est en conséquence interdite dans les zones réservées à l'habitation.

Les règles relatives au classement des dépôts d'hydrocarbure sont contenues dans le décret du 24 décembre 1919 modifié par celui du 3 août 1932.

En ce qui concerne les hydrocarbures utilisés pour les appareils distributeurs, ces règles sont les suivantes :

Le pétrole, ses dérivés et résidus sont classés en deux catégories :

1^{re} catégorie : Hydrocarbures et autres liquides émettant à des températures inférieures à 35° des vapeurs susceptibles de prendre feu au contact d'une flamme. Toutefois une tolérance de 3° est accordée au-dessous de la limite de 35°.

2° catégorie : Hydrocarbures et autres liquides émettant à des températures comprises entre 35° et 135° des vapeurs susceptibles de prendre feu au contact d'une flamme. Une tolérance de 5° est accordée au-dessous de la limite de 135°.

Lorsque dans un même dépôt sont emmagasinés des liquides inflammables de la première et deuxième catégories, le dépôt est classé comme dépôt de liquides de la première catégorie et les liquides de la deuxième catégorie qu'il contient, sont comptés comme liquides de la première catégorie.

Précisons en outre que les liquides contenus dans des réservoirs souterrains, établis suivant les types et les conditions définies par l'arrêté du 1^{er} janvier 1934¹ du Ministre du Commerce et de l'Industrie ne sont comptés que pour le 1/5 de leur volume s'ils sont de la première catégorie et pour le 1/3 de leur volume, s'ils sont de la deuxième catégorie.

A. Dépôts rangés dans la première classe

1° Sous le n° 215 : Dépôts de liquides inflammables de la première catégorie :

1. Cf. plus loin.

a) Dépôts dans lesquels les liquides sont contenus exclusivement dans des récipients métalliques hermétiquement fermés et ne doivent subir aucun transvasement.

Quand la quantité emmagasinée est de 20.000 l. ou plus.

b) Dépôts dans lesquels les liquides ne sont pas contenus exclusivement dans des récipients métalliques hermétiquement fermés ou doivent subir un transvasement.

Quant la quantité emmagasinée est de 6.000 l. ou plus.

2° Sous le n° 216 : Dépôts de liquides inflammables de la 2^e catégorie.

Quand la quantité emmagasinée est de 30.000 l. ou plus.

B. Dépôts rangés dans la deuxième classe

1° Sous le n° 215 : Dépôts de liquides de la première catégorie.

a) Dépôts dans lesquels les liquides sont contenus dans des récipients métalliques hermétiquement fermés et ne doivent subir aucun transvasement.

Quant la quantité emmagasinée est supérieure à 2.000 l. et n'atteint pas 20.000 l.

b) Dépôts dans lesquels les liquides ne sont pas contenus dans des récipients métalliques hermétiquement fermés ou doivent subir un transvasement.

Quand la quantité emmagasinée est supérieure à 1.500 l. et n'atteint pas 6.000 l.

2° Sous la rubrique n° 216 : Dépôts de liquides de la 2^e catégorie.

Quand la quantité emmagasinée est supérieure à 7.500 l. et n'atteint pas 30.000 l.

C. Dépôts rangés dans la troisième classe

1° Sous le n° 215 : Dépôts de la première catégorie :

a) Dépôts dans lesquels les liquides sont contenus exclusivement dans des récipients métalliques hermétiquement fermés et ne doivent subir aucun transvasement.

Quand la quantité emmagasinée est comprise entre 300 et 2.000 litres.

b) Dépôts dans lesquels les liquides ne sont pas contenus dans des récipients métalliques hermétiquement fermés ou doivent subir un transvasement.

Quand la quantité emmagasinée est comprise entre 100 et 1.500 litres.

2° Sous le n° 216 : Dépôts de liquides de la deuxième catégorie quand la quantité emmagasinée est comprise entre 500 et 7.500 litres.

De l'établissement des réservoirs souterrains dans lesquels sont emmagasinés les liquides inflammables par application des art. 215 et 216 de la nomenclature des établissements dangereux, incommodes ou insalubres annexés au décret du 24 décembre 1919.

Nous avons vu que les liquides inflammables de la première ou de la deuxième catégorie ne sont comptés que pour le $\frac{1}{5}$ ou le $\frac{1}{3}$ de leur volume s'ils sont contenus dans des réservoirs souterrains.

L'arrêté ministériel du 1^{er} janvier 1932 a fixé les conditions qui doivent être remplies par ces réservoirs. Il nous suffira de reproduire ici même le texte, au surplus assez long, de cet arrêté :

**Réservoirs souterrains destinés à
emmagasinier les liquides inflammables**

Le Ministre du Commerce et de l'Industrie,

Vu la loi du 19 décembre 1917 relative aux établissements dangereux, insalubres ou incommodes ;

Vu le décret du 24 décembre 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application des articles 5 et 7 de ladite loi ;

Vu la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes et, notamment, les art. 215 et 216 du tableau annexé au décret susvisé ;

Vu l'arrêté du 22 juillet 1929, relatif aux conditions que doivent remplir les réservoirs souterrains dans lesquels sont emmagasinés les liquides inflammables, pour l'application des dispositions prévues aux articles 215 et 216 de la nomenclature des établissements dangereux, insalubres ou incommodes, annexé au décret du 24 décembre 1919 ;

Vu l'avis du comité consultatif des Arts et Manufactures ;

Vu l'avis de l'Office national des combustibles liquides,

Arrête :

Art. premier. — Tout réservoir souterrain destiné à l'emmagasinement de liquides inflammables devra être construit en tôle de bonne qualité, d'une épaisseur minimum de 4 millimètres, solidement assemblée et absolument étanche. Ce réservoir ne présentera aucune ouverture libre. Tous les joints, raccords de tuyaux et tampons de visite doivent être à sa partie supérieure et au-dessus du liquide contenu ; ils seront parfaitement étanches.

Sa résistance sera vérifiée avant la mise en place par un essai à l'eau, sous la pression de 1 kilog.

Sa parfaite étanchéité, ainsi que celle des raccords, joints et tampons de visite, sera vérifiée après la mise en place, et avant la mise en service, le remblayage et la fermeture définitive de la fosse, par un essai au liquide inflammable devant être emmagasiné, fait sous la pression atmosphérique.

Cet essai devra être renouvelé toutes les fois qu'il sera fait une réparation pouvant intéresser l'étanchéité du réservoir.

Ces essais de résistance et d'étanchéité devront être constatés par un procès-verbal signé de l'installateur et du permissionnaire.

Le procès-verbal, qui indiquera la date de chacun des essais, leurs conditions et leurs résultats, devra être transmis au préfet avant la mise en service.

Des précautions seront prises pour préserver efficacement le réservoir contre l'oxydation.

Le réservoir sera muni d'un dispositif convenable, toujours maintenu en bon état de fonctionnement, permettant de connaître à tout instant le volume du liquide qui y est contenu, sans permettre le dégagement de gaz.

Ce dispositif pourra comprendre le jaugeage direct à l'aide d'une jauge plongée dans le liquide. Dans ce cas, le réservoir sera muni d'un tube spécial plongeant jusqu'à la partie inférieure du réservoir et ouvert à sa partie basse pour recevoir la jauge, tout en formant joint hydraulique pour les gaz.

Ce tube de jaugeage sera normalement fermé à sa partie supérieure par un tampon qui ne sera ouvert que pour le jaugeage.

Cette opération est interdite pendant l'approvisionnement du réservoir.

Un tube d'évent ayant une section suffisante, en rapport avec celles des canalisations d'approvisionnement, permettra l'évacuation facile de l'air et des vapeurs du liquide inflammable emmagasiné pendant l'approvisionnement du réservoir.

Son extrémité sera convenablement protégée contre la pluie, toujours entretenue en parfait état, et disposée de manière que les gaz qui s'en dégagent puissent s'évacuer à l'air libre, à une hauteur suffisante, sans refluer dans les locaux voisins, ni près de foyers ou d'installations électriques susceptibles de donner des étincelles.

L'approvisionnement du réservoir sera effectué à l'aide d'une canalisation fixe spéciale dont l'orifice de chargement sera disposé de manière à éviter pendant l'approvisionnement toute fuite ou tout écoulement de liquide au dehors.

Art. 2. — Les réservoirs seront placés dans une fosse maçonnée, enterrée et convenablement étanche, dont les murs seront établis suivant toutes les règles de l'art, et auront une résistance suffisante pour retenir les terres.

Les réservoirs seront établis dans la fosse, au-dessous du niveau du sol environnant, leur paroi supérieure devra être à 50 centimètres au moins de ce niveau, les fonds seront surélevés de 10 centimètres au-dessus du radier ; il y aura un intervalle de 50 centimètres au moins entre les murs de la fosse et les réservoirs, ainsi qu'entre les réservoirs pour en permettre la visite.

Les réservoirs doivent être maintenus solidement à l'intérieur de la fosse, de façon qu'ils ne remontent pas sous la poussée des eaux ou même des matériaux de remplissage par suite de trépidations.

Ils seront mis à la terre électriquement aussi bien que possible, et reliés à toutes masses métalliques faisant partie de la fosse ; la résistance d'isolement de chaque réservoir ne devra pas dépasser 150 ohms.

La fosse n'aura aucune communication avec l'extérieur ou les locaux voisins ; en conséquence, elle sera fermée, dans tous les cas, par un plancher continu, épais, incombustible, convenablement étanche, et de résistance suffisante pour éviter que les réservoirs ne soient détériorés en cas de passage de véhicules ou de dépôts de charges.

Les ouvertures permettant de descendre dans la fosse seront normalement fermées par des tampons bien jointoyés, les passages des tuyauteries à travers les murs ou le plafond seront également jointoyés.

Toute affectation de la fosse autre que celle de dépôt est interdite ; il est particulièrement interdit d'y installer des canalisations électriques ou des conduites de gaz.

Est considéré comme souterrain et répondant aux présentes dispositions, tout dépôt dont les murs de la fosse sont flanqués d'une couche de terre bien pilonnée, ayant une épaisseur de 1 mètre au moins ou tout dépôt dont les murs de la fosse ont une épaisseur de 50 centimètres au moins et sont construits en bonne maçonnerie convenablement étanche.

Art. 3. — Les fosses renfermant des réservoirs contenant des liquides de la première catégorie ou des liquides de la deuxième dont le point d'inflammabilité est inférieur ou égal à 80 degrés, doivent être installées dans les conditions suivantes ¹ :

L'espace libre entre les réservoirs et la fosse sera, en toutes circonstances, rempli d'un produit inerte et incombustible, tel que sable, terre, etc., et la couche supérieure ne laissera aucun vide au-dessous du plancher.

Un tuyau rigide d'une section de 10 centimètres de diamètre au moins partant du point le plus bas de la fosse permettra de constater, à l'aide d'un dispositif convenable, si les liquides inflammables ou leurs vapeurs se répandent dans la fosse par suite de fuites aux réservoirs. La partie basse de ce tuyau sera disposée de manière à ne pas être engorgée par la matière inerte de remblayage, et à être facilement dégagée en cas d'engorgement partiel qui pourrait se produire ; sa partie haute sera normalement formée par un tampon.

Cette vérification sera faite au moins une fois par an et,

1. Le point d'inflammabilité sera déterminé suivant la méthode officielle avec une tolérance, en plus ou en moins, de trois degrés.

en cas de fuites constatées, il sera de suite procédé aux réparations nécessaires.

Les caniveaux renfermant les tuyauteries doivent être remblayés comme la fosse.

Le dessus de la fosse sera toujours parfaitement aéré; en conséquence, un dépôt ne pourra pas être installé dans le sol d'une cave.

Il est interdit de faire du feu, d'en apporter ou de fumer dans le voisinage du dépôt. Cette dernière interdiction sera affichée en caractères apparents.

L'éclairage des abords immédiats des dépôts ne pourra être assuré que par des lampes électriques, sous double enveloppe, avec canalisations installées suivant les règles de l'art.

Tous les appareillages électriques susceptibles de donner des étincelles seront suffisamment éloignés ou convenablement garantis par des dispositifs de sûreté.

Lorsque de tels dépôts seront placés sous des locaux habités, la capacité totale des réservoirs ne devra pas dépasser 1.500 litres s'ils renferment des liquides de la première catégorie, et 4.500 litres s'ils renferment des liquides de la deuxième catégorie dont le point d'inflammabilité est égal ou inférieur à 80 degrés.

Dans le cas d'installation de dépôts mixtes sous des locaux habités, la capacité totale ne devra pas dépasser 1.500 litres, en comptant pour un tiers la capacité des réservoirs contenant des liquides de la deuxième catégorie.

Seuls les dépôts renfermant exclusivement des liquides de la deuxième catégorie d'un point d'inflammabilité supérieur à 80 degrés peuvent être installés sous des locaux habités jusqu'à la quantité admise selon la classe à laquelle ils appartiennent.

Art. 4. — Il est interdit de procéder au déblayage d'une fosse ou d'y descendre sans en renouveler complètement l'atmosphère par une ventilation énergique maintenue pendant toute la durée du séjour dans la fosse.

En cas d'utilisation d'éclairage artificiel, il ne sera fait usage que de lampes de sûreté parfaitement étanches et non susceptibles d'enflammer les mélanges d'air et de vapeurs dégagées par les liquides inflammables.

Art. 5. — Par dérogation à l'art. 3, des réservoirs souterrains pourront être simplement enfouis dans le sol, sans fosse maçonnée, en observant les prescriptions suivantes :

L'épaisseur de la tôle sera, au minimum de 5 millimètres et l'essai à l'eau prévu par l'art. 1^{er} devra être fait à la pression de trois atmosphères.

Le réservoir sera efficacement protégé par un enduit imperméable à l'eau et au liquide contenu dans le réservoir.

L'épaisseur de terre au-dessus du réservoir aura au moins 50 centimètres.

Des dispositions seront prises pour empêcher le passage d'aucun véhicule ou le dépôt de charges au-dessus du réservoir à moins que celui-ci ne soit garanti par un plancher épais, incombustible et de résistance suffisante.

Dans tous les cas le réservoir sera solidement ancré dans le sol.

De tels réservoirs renfermant des liquides inflammables de la première catégorie ou des liquides de la deuxième catégorie de point d'inflammabilité égal ou inférieur à 80 degrés, ne pourront être installés qu'en dehors des agglomérations urbaines et à plus de 10 mètres de locaux appartenant ou loués à des tiers.

En outre, une zone d'isolement entièrement libre sera constituée par le permissionnaire autour du réservoir ; son étendue en rapport avec l'importance du dépôt, ne devra pas être inférieure à 4 mètres.

Ces mêmes réservoirs, s'ils renferment des liquides de la deuxième catégorie dont le point d'inflammabilité est supérieur à 80 degrés, peuvent être installés dans les agglomérations urbaines, la distance minimum d'isolement par rapport aux tiers étant réduite à 5 mètres et celle de l'espace libre à 2 m.

Art. 6. — Des réservoirs construits avec d'autres matériaux, ou installés dans d'autres conditions, offrant des garanties équivalentes à celles indiquées ci-dessus pour les réservoirs installés dans des fosses ou pour ceux simplement enterrés, pourront être acceptés sur la demande du pétitionnaire ou déclarant adressée au préfet.

Le pétitionnaire ou déclarant pourra également, en ce qui concerne la résistance et l'étanchéité, proposer tel mode d'essai présentant des garanties qui paraîtraient au moins équivalentes aux essais ci-dessus prévus.

Dans l'un ou l'autre cas, la demande accompagnée de toutes les indications nécessaires, sera transmise par le préfet au Ministre du Commerce qui statuera par voie d'arrêt après avis du comité consultatif des Arts et Manufactures.

Seront considérés comme répondant aux dispositions du présent article, les réservoirs installés en observant les prescriptions suivantes :

1° Le réservoir sera placé à même le sol à une profondeur de 60 centimètres ; il sera construit en tôle d'acier de 6 millimètres d'épaisseur ; sa capacité ne devra pas dépasser 1.100 litres ;

2° L'essai préalable d'étanchéité devra avoir lieu, non à l'eau, mais à l'essence, sous une pression de 3 kilogr. par centimètre carré ;

3° Le réservoir sera peint au minium et recouvert d'une couche de bitume et de sable suffisamment épaisse et bien adhérente ;

4° L'appareil distributeur sera placé immédiatement au-dessus du réservoir dans le même plan vertical et sera avec lui en connexion directe ;

5° Le réservoir sera muni d'un dispositif permettant de se rendre compte des fuites qui pourraient survenir ;

6° Le réservoir ne pourra être installé qu'à l'air libre et en dehors des locaux habités ; il sera entouré de toutes parts d'une couche de terre bien pilonnée ayant une épaisseur d'un mètre au moins.

Art. 7. — Il est formellement interdit de réunir, dans un dépôt pourvu d'un réservoir souterrain, et en dehors de ce réservoir, des approvisionnements de liquides inflammables qui, additionnés à l'approvisionnement contenu dans le réservoir, formeraient un total dépassant la quantité admise selon la classe à laquelle appartient le dépôt.

Toutefois cette interdiction ne s'applique pas aux liquides momentanément entreposés dans le dépôt pendant le remplissage ou la vidange du réservoir, à la condition que ces opérations soient effectuées sans interruption, et ne durent que le temps strictement nécessaire.

En cas de vidange du réservoir, les récipients contenant les liquides seront enlevés aussitôt qu'ils auront été remplis.

Art. 8. — Les emplacements annexés aux dépôts de liquides inflammables de la première catégorie, ou des liquides de la deuxième dont le point d'inflammabilité est inférieur ou égal à 80 degrés, où sont effectués les transvasements pour le ravitaillement du dépôt, le débit de jaugeage et les manipulations quelconques de ces liquides inflammables seront largement ventilés et ne commanderont, en aucun cas, le dégagement de locaux habités ou occupés par du personnel.

Leur sol sera imperméable. Il est interdit d'y faire du feu, d'y apporter une flamme quelconque ou d'y fumer. Cette dernière interdiction sera affichée en caractères apparents.

Ces emplacements ne devront contenir aucun autre approvisionnement de matières combustibles (huiles de graissage, par exemple).

Les appareils servant aux manipulations, jaugeages, transversements etc.. seront en matériaux résistant au feu ; toutefois, les jaugeurs dont la capacité est égale ou inférieure à 25 litres pourront être en verre, à la condition d'être bien protégés par des grillages métalliques, exception faite pour les jaugeurs de 5 litres au maximum.

Ils ne seront remplis de liquides inflammables qu'au mo-

ment du débit et seront munis d'un dispositif permettant d'arrêter immédiatement son écoulement en cas de besoin.

Les locaux dans lesquels sont placées les moto-pompes électriques seront activement ventilés, de manière à éviter, en cas de fuite, la formation de mélanges explosifs.

Ces locaux seront suffisamment isolés et éloignés des approvisionnements de liquides inflammables et des postes de distribution pour qu'il ne puisse y avoir aucune possibilité d'inflammation par les étincelles électriques de l'appareillage à moins que ces derniers ne soient convenablement garantis, par les dispositifs de sûreté reconnus étanches par les services des mines ou présentant des garanties équivalentes.

Des dispositifs appropriés (fusibles, par exemple) assureront la rupture du courant électrique et, par suite, de l'arrêt des pompes, dès qu'un commencement d'incendie se déclarera aux appareils de distribution.

Cet arrêt des pompes pourra également être commandé facilement en toutes circonstances à l'aide d'un dispositif toujours accessible.

L'approvisionnement de véhicules quelconques ne pourra être effectué qu'après l'arrêt du moteur et l'extinction des appareils d'éclairage non électriques.

Cette interdiction sera affichée en caractères apparents près des distributeurs.

Des caisses de sable, maintenu à l'état meuble, avec pelles de projection et des extincteurs d'un bon système, toujours entretenus en parfait état de fonctionnement, de capacité et de nombre en rapport avec l'importance de l'installation, seront placés dans des endroits proches et facilement accessibles.

Art. 9. — L'arrêté du 22 juillet 1929 est abrogé et remplacé par le présent arrêté.

Fait à Paris, le 1^{er} janvier 1932.

Louis ROLLIN.

3° Des formalités à remplir par les dépositaires et débitants voulant exploiter un poste de distribution d'essence.

C'est le décret du 17 décembre 1918 qui a fixé les formalités à remplir par le demandeur. Ces formalités sont longues et minutieuses et varient suivant la classe à laquelle appartiendra le poste de distribution.

Voici le texte du décret :

Art. premier. — Toute personne qui se propose d'ouvrir un *établissement rangé dans la 1^{re} ou la 2^e classe* des établissements dangereux, insalubres ou incommodes doit, avant son ouverture, en obtenir l'autorisation. A cet effet, elle adresse une demande au préfet du département dans lequel cet établissement doit être situé ou au préfet de police dans le département de la Seine.

Cette demande mentionne :

1° Les noms, prénoms et domicile du pétitionnaire ;.

S'il s'agit d'une société, sa raison sociale ou sa dénomination, son siège social, ainsi que la qualité du signataire de la demande ;

2° L'emplacement sur lequel l'établissement doit être installé ;

3° La nature des industries que le pétitionnaire se propose d'exercer et la classe dans laquelle l'établissement doit être rangé à raison de la nature et s'il y a lieu, de l'importance de ces industries, avec l'indication des procédés de fabrication qu'il mettra en œuvre, des matières qu'il utilisera et des produits qu'il fabriquera, mais seulement dans la mesure où cette indication sera nécessaire pour apprécier les inconvénients que pourra présenter l'établissement projeté.

La demande d'autorisation doit être accompagnée des pièces suivantes :

1° Une carte d'état-major au 1/80.000 sur laquelle sera

indiqué l'emplacement de l'établissement projeté. Cette pièce n'est pas exigée pour les établissements de 2^e classe ;

2^o Un plan sommaire à l'échelle de 1/1.000 au minimum des abords de l'établissement jusqu'à une distance qui, pour les établissements de 1^{re} classe sera au moins égale au dixième du rayon d'affichage fixé en exécution de l'art. 7 de la loi du 19 décembre 1917, sans pouvoir être inférieure à 250 mètres et pour les établissements de 2^e classe, sera de 50 mètres. Sur ce plan sont indiqués spécialement les écoles, les hôpitaux ou hospices, les bâtiments publics, les gares, dépôts et voies de chemin de fer, les principaux établissements industriels, les habitations isolées et groupes de maisons, les puits, cours d'eau et égouts ;

3^o Un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200^e indiquant les dispositions projetées de l'établissement ainsi que l'affectation des constructions et terrains le joignant immédiatement. Une échelle réduite jusqu'au 1/500^e peut, à la demande du pétitionnaire, être admise par l'Administration. A ce plan seront joints des notices, légendes ou descriptions et au besoin des dessins ou croquis établis de façon à permettre de se rendre compte, d'une part, si les dispositions matérielles projetées obvient suffisamment aux inconvénients que pourrait présenter l'établissement, soit pour la sécurité, la salubrité ou la commodité du voisinage, soit pour la santé publique ou pour l'agriculture ; d'autre part, si ces dispositions répondent aux prescriptions édictées pour l'hygiène et la sécurité du personnel par le titre II du livre II du Code du travail et les règlements d'administration publique pris en exécution dudit titre.

Le mode et les conditions d'évacuation, d'utilisation et de traitement des eaux résiduaires ainsi que les déchets et résidus de l'exploitation sont dans tous les cas spécifiés et précisés ; suivant la nature de l'industrie, l'Administration peut également exiger l'indication des conditions d'apport à l'établissement des matières destinées à y être traitées.

La demande d'autorisation et les documents ci-dessus énumérés sont remis en double exemplaire. Toutefois, le plan visé au 3° et ses annexes doivent, si l'Administration l'exige, être fournis en 5 exemplaires au maximum.

Art. 2. — Toute personne qui se propose d'ouvrir un *établissement rangé dans la 3^e classe* des établissements dangereux, insalubres ou incommodes doit, avant son ouverture, adresser une déclaration écrite au préfet du département dans lequel cet établissement doit être situé ou au préfet de police dans le département de la Seine.

Cette déclaration mentionne :

1° Les nom, prénoms et domicile du déclarant ;

S'il s'agit d'une société, sa raison sociale ou sa dénomination, son siège social, ainsi que la qualité du signataire de la déclaration ;

2° L'emplacement sur lequel l'établissement doit être installé ;

3° La nature des industries que le déclarant se propose d'exercer avec l'indication des procédés de fabrication qu'il mettra en œuvre, des matières qu'il utilisera et des produits qu'il fabriquera mais seulement dans la mesure où cette indication sera nécessaire pour apprécier les inconvénients que pourra présenter l'établissement projeté.

Le déclarant doit produire un plan d'ensemble à l'échelle de 1/200^e au minimum, accompagné de légendes et au besoin de descriptions permettant de se rendre compte des dispositions matérielles de l'établissement et indiquant l'affectation des constructions et terrains le joignant immédiatement. Le mode et les conditions d'évacuation, d'utilisation et de traitement des eaux résiduaires et des déchets et résidus de l'exploitation seront dans tous les cas spécifiés et précisés. L'échelle peut, avec le consentement de l'administration, être réduite au 1/500^e.

La déclaration et les documents ci-dessus énumérés sont remis en double exemplaire.

Art. 3. — Lorsque le préfet saisi d'une demande d'autorisation ou d'une déclaration, estime que l'industrie visée n'est pas comprise dans la nomenclature des établissements classés, il en avise l'intéressé au plus tard dans la quinzaine. Il en est de même lorsque le préfet estime soit que la demande est irrégulière ou incomplète, soit que la nature des industries que le pétitionnaire ou le déclarant se propose d'exercer doit faire ranger son établissement dans une classe autre que celle en vue de laquelle a été faite la demande d'autorisation ou la déclaration. Il l'invite soit à retirer, soit à régulariser ou à compléter sa demande d'autorisation ou sa déclaration, soit à substituer une demande d'autorisation à sa déclaration ou une déclaration à sa demande d'autorisation.

Si l'intéressé ne croit pas devoir déférer à cette invitation, il en avise le préfet dans un délai qui ne devra pas excéder quinze jours. Le préfet doit en référer immédiatement au Ministre du Commerce et de l'Industrie qui statue sans retard.

Le Comité consultatif des Arts et Manufactures est obligatoirement consulté lorsque la contestation porte sur le classement de l'établissement.

Art. 4. — Aussitôt qu'il est saisi d'une demande régulière d'autorisation d'un établissement de 1^{re} ou de 2^e classe, ou après que cette demande a été régularisée ou complétée, s'il y a lieu, conformément à l'article précédent, le préfet la soumet à l'enquête prévue par le titre II de la loi du 19 décembre 1917 ; en même temps, il la communique, avec les documents qui y sont annexés, au service de l'inspection du travail.

Ce service fait connaître au préfet, dans un délai maximum d'un mois à partir de cette communication, son avis sur la conformité des dispositions matérielles projetées pour l'établissement avec les prescriptions édictées par les lois et décrets sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Art. 5—Lorsque le préfet, saisi d'une demande d'autorisation d'une durée limitée concernant une industrie nouvelle ou l'application de procédés nouveaux, estime, soit que cette industrie ou ces procédés ne présentent pas d'inconvénients de nature à justifier le classement de l'industrie nouvelle ou la modification du classement antérieur de l'industrie à laquelle s'applique le nouveau procédé, soit que l'industrie nouvelle est susceptible d'être rangée dans la 3^e classe, il avise aussitôt l'intéressé qu'il n'y a pas lieu de suivre sur sa demande d'autorisation.

Si, à raison des inconvénients inhérents à l'industrie ou aux procédés susvisés, le préfet estime qu'il y a lieu de suivre sur cette demande, il saisit le Ministre du Commerce et de l'Industrie qui fixe, après avis du Comité consultatif des Arts et Manufactures, la procédure à observer, laquelle sera, selon les cas, celle des demandes d'autorisation définitive d'établissement de la 1^{re} classe ou celle des demandes d'autorisation définitive d'établissements de la 2^e classe. Cette décision est aussitôt notifiée à l'intéressé.

La demande, complétée et rectifiée, s'il y a lieu, de manière à satisfaire aux prescriptions de l'art. 1^{er} du présent décret, est soumise ensuite à l'instruction réglementaire.

Les demandes d'autorisation d'une durée limitée concernant des établissements de 1^{re} ou de 2^e classe, qui doivent être ouverts sur des terrains dans le voisinage desquels des transformations sont à prévoir relativement aux conditions d'habitation ou au mode d'utilisation des emplacements, doivent être présentées dans les mêmes formes et soumises aux mêmes formalités d'instruction que les demandes d'autorisation définitive qui seraient formées pour les mêmes établissements.

Il doit être statué par le préfet dans les formes et délais prescrits pour les demandes d'autorisation définitive sur toutes les demandes d'autorisation d'une durée limitée.

Lorsque le préfet accorde une autorisation d'une durée limitée, il fixe cette durée.

Le bénéficiaire d'une autorisation de durée limitée qui veut la faire renouveler est tenu de déposer une nouvelle demande.

Art. 6—Le bénéficiaire d'une autorisation définitive ou de durée limitée qui, n'ayant pas ouvert son établissement dans le délai fixé par l'arrêté préfectoral, veut commencer son exploitation, doit en aviser le préfet par lettre recommandée en indiquant le cas échéant, les raisons de force majeure qui seraient de nature à expliquer ce retard.

Il en est de même de l'exploitant qui, ayant interrompu son exploitation depuis deux années consécutives, voudrait la reprendre.

Si le bénéficiaire de l'autorisation justifie d'un cas de force majeure qui l'aurait soit empêché d'ouvrir son établissement dans le délai fixé par l'arrêté, soit contraint d'interrompre son exploitation pendant deux années consécutives, le préfet par arrêté motivé, lui accorde sur sa demande un nouveau délai pour commencer ou pour reprendre son exploitation.

S'il n'est justifié d'aucun cas de force majeure, le préfet prend un arrêté motivé rapportant l'autorisation.

Art. 7. — Lorsque l'inspecteur des établissements classés constate qu'un établissement, qui a fait l'objet d'une autorisation définitive ou de durée limitée, n'a pas été ouvert dans le délai fixé par l'arrêté d'autorisation ou n'a pas été exploité pendant deux années consécutives, il en dresse procès-verbal ; ce procès-verbal est établi en présence du bénéficiaire de l'autorisation ou celui-ci dûment appelé.

Si l'établissement a été ouvert après expiration du délai fixé par l'arrêté préfectoral, ou si l'exploitation a été reprise après une interruption de deux années consécutives, le procès-verbal doit, à peine de nullité de la procédure ultérieure, être dressé dans le délai d'un an à partir de l'ouverture de l'établissement ou de la reprise de l'exploitation.

Sans préjudice des contraventions susceptibles d'être relevées en application de l'art. 32 de la loi du 19 décembre 1917,

le préfet notifie ce procès-verbal au bénéficiaire de l'autorisation et l'invite à lui faire connaître, par écrit, dans un délai qu'il détermine, si c'est par un cas de force majeure, qu'il a été empêché de commencer son exploitation ou contraint de l'interrompre et à fournir toutes justifications utiles.

Le préfet statue après avoir reçu la réponse de l'intéressé ou après l'expiration du délai fixé, si cette réponse ne lui est pas parvenue. S'il est justifié d'un cas de force majeure, le préfet accorde à l'intéressé un nouveau délai, qui ne devra pas excéder deux années, pour commencer ou reprendre son exploitation on l'avise que le procès-verbal est classé sans suite. S'il n'est justifié d'aucun cas de force majeure, le préfet prend un arrêté rapportant l'autorisation. L'arrêté du préfet doit, dans tous les cas, viser le procès-verbal mentionné au paragraphe 1^{er} du présent article, sa notification au bénéficiaire de l'autorisation, le délai qui lui a été donné pour répondre, et s'il y a lieu, la réponse de l'intéressé. Il doit être motivé.

Art. 8. — Lorsqu'un établissement de troisième classe n'a pas été ouvert dans le délai de trois ans, à partir de la déclaration ou lorsque son exploitation a été interrompue pendant plus de deux années consécutives, l'industriel doit faire une nouvelle déclaration dans les formes prévues par l'art. 2 du présent décret.

Art. 9. — La déclaration prévue par l'art. 24 de la loi du 19 décembre 1917, pour le cas où un établissement autorisé ou déclaré change d'exploitant, doit mentionner les nom, prénoms et domicile du nouvel exploitant ; s'il s'agit d'une société, sa raison sociale ou sa dénomination, son siège social, ainsi que la qualité du signataire de la déclaration.

Art. 10 — L'exploitant d'un établissement ouvert antérieurement au règlement d'administration publique classant comme dangereuse, insalubre ou incommode l'industrie qui y est exer-

cée, doit, dans le délai de six mois à partir de ce classement, fournir au préfet les indications suivantes :

1° Ses nom, prénoms, et domicile ; s'il s'agit d'une société sa raison sociale ou sa dénomination et son siège social ;

2° L'emplacement sur lequel l'établissement est installé ;

3° La nature des industries exercées par l'exploitant et la classe à laquelle appartient son établissement, avec l'indication des procédés de fabrication qu'il met en œuvre, des matières qu'il utilise et des produits qu'il fabrique, mais seulement dans la mesure où cette indication sera nécessaire pour apprécier les inconvénients de l'établissement.

Les plans qui pourront être exigés par l'Administration en vertu de l'art. 27, paragraphe 2 de la loi du 19 décembre 1917, ne peuvent être que des plans prévus à l'art. 1^{er} et à l'art. 2 du présent décret, suivant la classe dans laquelle est rangé l'établissement.

Art. 11. — La constatation de l'interruption pendant une année du fonctionnement d'un établissement existant antérieurement au règlement d'administration publique qui a classé l'industrie à laquelle cet établissement se rattache est faite dans les conditions, formes et délai fixés par les deux premiers paragraphes de l'art. 7 du présent décret. Le préfet notifie le procès-verbal à l'intéressé et, après avoir reçu ou provoqué les observations de ce dernier, il déclare, le cas échéant, par un arrêté motivé, la perte du bénéfice de l'antériorité.

L'exploitant qui désire remettre en activité une usine détruite et mise momentanément hors d'usage par suite d'un incendie, d'une explosion ou de tout autre accident résultant des travaux techniques d'exploitation, doit, dans les formes prévues par les art. 1 et 2 du présent décret, se pourvoir d'une autorisation nouvelle ou faire une nouvelle déclaration, suivant la classe à laquelle appartient son établissement.

4° Du contentieux relatif à l'ouverture d'un établissement de première ou deuxième classe.

Les dépositaires et les débitants peuvent se pourvoir contre le refus d'autorisation ou contre les conditions imposées devant le Conseil de Préfecture, dans les deux mois à dater de la notification à eux faite des arrêtés qu'ils attaquent.

Les tiers peuvent également déférer ces arrêtés au Conseil de Préfecture. Leur action étant provoquée par la gêne subie, ils n'ont pas de délai à observer.

Toutefois leur action n'est pas recevable si les immeubles et les constructions qu'ils possèdent dans le voisinage des établissements ont été construits ou acquis postérieurement à l'affichage de l'arrêté autorisant l'ouverture.

Outre ce recours, comme la loi déclare que les autorisations ne sont accordées que sous réserve des droits des tiers, ceux-ci peuvent réclamer des dommages intérêts s'ils estiment qu'ils sont lésés par les installations régulièrement autorisées¹.

1. Cf. Cass. 18 février 1907. S. 1907-1-77. Cass. 1909. S. 1910-1-8.

DEUXIÈME PARTIE

LE RÉGIME FISCAL DES APPAREILS DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES D'ESSENCE

Le régime fiscal des distributeurs automatiques d'essence présente au point de vue juridique un intérêt tout particulier, à raison des difficultés que soulèvent l'assiette et la perception des redevances, contributions et taxes auxquelles sont soumis ces appareils. Les juridictions administratives et judiciaires ont eu à se prononcer à maintes reprises en cette matière; et c'est pourquoi il nous a paru intéressant d'étudier ici les conditions d'établissement et de perception des diverses impositions qui frappent les appareils distributeurs et dont les tribunaux ont été appelés à connaître.

Cette étude portera en premier lieu sur les redevances perçues par l'Etat et les collectivités secondaires, départements et communes, pour occupation du domaine public par les distributeurs automatiques. Puis nous envisagerons successivement la contribution foncière des propriétés bâties, la patente et la taxe des poids et mesures.

I. Du débiteur des redevances et contributions concernant les appareils distributeurs.

Au début de cet ouvrage nous avons fait la remarque que les détaillants n'étaient pas, dans la très grande majorité des cas, propriétaires, mais seulement dépositaires ou locataires des appareils qui leur étaient confiés par les maisons de gros et dont celles-ci restaient propriétaires.

Une question se pose donc, préalable à l'examen du régime fiscal proprement dit des distributeurs : quel est le débiteur de l'impôt ? Est-ce le détaillant ? ou bien est-ce le marchand de gros ?

D'une manière générale la solution dépend de la nature du contrat qui lie les raffineurs et les importateurs aux détaillants. On peut en effet ramener ces conventions à deux types : type contrat de gérance, type contrat de prêt. S'agit-il d'un contrat de la première catégorie, c'est la maison de gros qui reste débitrice de toutes les impositions qui concernent les distributeurs. Au contraire, le détaillant est-il lié à la maison de gros par un contrat de prêt, c'est à lui que doit s'adresser l'administration fiscale.

Nous donnons un peu plus loin deux modèles de contrats : l'un du type contrat de prêt, l'autre du type contrat de gérance.

Naturellement ces deux modèles n'ont qu'une valeur purement documentaire, car chaque maison de gros est libre d'insérer dans ses contrats les clauses qui lui paraissent les plus utiles et les plus pratiques pour les besoins de son commerce. Néanmoins, il nous a paru

utile d'en faire état afin qu'on puisse mieux se rendre compte de la situation du détaillant vis-à-vis de son fournisseur en gros.

Modèle de contrat de prêt

Messieurs,

Je vous confirme nos accords concernant le prêt que vous êtes disposés à me consentir d poste distributeur d'essence Fixe , comprenant :

- 1° DISTRIBUTEUR, tuyauterie et accessoires
- 2° Réservoir de litres.

Les frais d'installation seront à votre charge y compris la construction de la fosse et autres travaux accessoires de fouilles et de maçonnerie nécessités.

L'installation fonctionnera sous ma responsabilité exclusive, sans qu'aucun recours puisse être exercé à votre rencontre, du chef d'accidents corporels ou matériels ou de préjudices quelconques, qui pourront être causés, soit à moi-même, soit à des tiers et dont la responsabilité m'incombera toujours.

Tous impôts et taxes établis sur les appareils ou installations seront à ma charge et je ferai mon affaire de l'observation des prescriptions imposées par les règlements ou autorisations administratifs ainsi que de l'autorisation du propriétaire de l'immeuble.

Je m'engage expressément et comme condition essentielle de nos accords, à ne pas installer, laisser installer ni utiliser dans mes établissements d'appareils distributeurs, de quelque type que ce soit, autres que celui ou ceux qui me seront prêtés par vous ;

— à utiliser de manière continue votre matériel pour la distribution des seuls produits de votre Maison, à l'exclusion de tous autres et à tenir l'installation constamment approvisionnée en essence ;

— à assurer cet approvisionnement par compartiment complet de camion-citerne, le carburant m'étant livré à la sortie du camion, sauf le cas où vous ne pourriez me livrer que par fûts ;

— à vendre ces produits sous les marques ou dénomination qui seront indiquées par vous ;

— à ne me servir en aucun cas du distributeur pour l'emplissage de bidons, fûts et estagnons de votre marque ;

— à respecter toutes inscriptions-réclames ou plombs que vous pourrez faire apposer sur le ou les appareils ;

— à entretenir votre matériel en bon état de fonctionnement, et à vous rembourser des frais de toutes vérifications, réparations, remplacements et remises en état, autres que ceux nécessités par l'usure normale ou vice de construction, lesquels resteront à votre charge.

En cas de destruction, perte ou mise hors de service, par quelque cause que ce soit, sauf l'usure normale, je serai responsable de la valeur des appareils, des frais d'installation et de réfection ou autres. Je comprendrai le matériel prêté dans mes polices d'assurances, sous une désignation spéciale.

L'installation restera votre propriété exclusive ; elle ne pourra être modifiée et le tampon de la fosse ne pourra être déjointoyé ni ouvert sans votre autorisation écrite.

Le présent accord aura une durée de DIX ans à compter de l'achèvement de l'installation, constaté par la date du reçu que je vous en délivrerai, et il se renouvellera, à son expiration, par tacite reconduction, pour une durée égale, sauf dénonciation par l'une des parties, trois mois au moins à l'avance et par lettre recommandée.

Dans le cas où le présent contrat viendrait à prendre fin, par mon fait, avant la date prévue pour son expiration, je m'engage à vous rembourser tous les frais exposés ou à exposer par vous, pour étude, montage et démontage, travaux de fouilles et de maçonnerie sans préjudice de tels dommages et intérêts de résiliation que de droit.

Dans le cas où je viendrais à céder mon fonds, je m'engage, sous peine de résiliation anticipée à mes torts et griefs, et avec tels dommages et intérêts que de droit, y compris notamment tous frais d'installation et enlèvement, à vous en aviser quinze jours au moins à l'avance et à imposer à mon successeur, avec votre agrément, le renouvellement du présent engagement.

A l'expiration du présent accord, l'enlèvement du matériel sera à votre charge. Vous vous désintéresserez des travaux de fouilles et de maçonnerie exécutés, et la mise à jour du réservoir et des canalisations, ainsi que toutes remises en état des lieux consécutives m'incomberont.

Le présent engagement sera définitif dès que vous m'aurez adressé votre accord écrit, sous réserve toutefois : d'une part, des autorisations administratives à obtenir s'il y a lieu, et, d'autre part, de la possibilité d'installation à reconnaître par vos Services Techniques.

Je m'engage en outre à maintenir dans mon établissement un assortiment d'huile X et à en assurer la vente pendant la durée du présent contrat.

Toutes difficultés qui surviendraient entre nous à l'occasion du présent contrat seraient du ressort du Tribunal de Commerce de la Seine.

Veuillez agréer, Messieurs, mes salutations empressées.

Cachet :

Signature :

Modèle de contrat de gérance

Messieurs,

Je vous confirme nos accords concernant le dépôt que vous êtes disposés à me consentir d poste distributeur d'essence Fixe , comprenant :

1°DISTRIBUTEUR , tuyauterie et accessoires,

2°Réservoir de litres,

le tout établi conformément aux dispositions stipulées sur le questionnaire ci-joint.

Les frais d'installation seront à votre charge y compris la construction de la fosse et autres travaux accessoires de fouilles et de maçonnerie nécessités.

L'installation fonctionnera sous ma responsabilité exclusive, sans qu'aucun recours puisse être exercé à votre encontre, du chef d'accidents corporels ou matériels ou de préjudices quelconques, qui pourront être causés, soit à moi-même, soit à des tiers et dont la responsabilité m'incombera toujours.

Tous impôts et taxes établis sur les appareils ou installations seront à votre charge et je ferai mon affaire de l'observation des prescriptions imposées par les règlements ou autorisations administratifs ainsi que de l'autorisation du propriétaire de l'immeuble.

Je m'engage expressément et comme condition essentielle de nos accords, à ne pas installer, laisser installer ni utiliser dans mon établissement d'appareils distributeurs, de quelque type que ce soit, autres que celui ou ceux qui me seront prêtés par vous et à ne pas entreposer ni vendre d'autres essences, pétroles et huiles de graissage que ceux de votre maison.

— à conserver en dépôt dans vos réservoirs les produits que vous me livrerez, et qui resteront votre propriété jusqu'à la vente aux consommateurs ;

— à utiliser votre matériel de manière continue, et à vendre vos produits pour votre compte, au prix et sous les marques et dénominations qui me seront indiquées par vous ou votre représentant ;

— à prendre à ma charge l'éclairage du ou des appareils, fourniture des lampes comprises ;

— à ne me servir en aucun cas du distributeur pour l'emplissage de bidons, fûts et estagnons de votre marque ;

— à respecter toutes inscriptions réclames ou plombs que vous pourrez faire apposer sur le ou les appareils ;

— à entretenir votre matériel en bon état de fonctionne-

ment, et à vous rembourser des frais de toutes vérifications, réparations, remplacements et remises en état, autres que ceux nécessités par l'usure normale ou vice de construction, lesquels resteront à votre charge.

En cas de destruction, perte ou mise hors de service, par quelque cause que ce soit, sauf l'usure normale, je serai responsable de la valeur des appareils, des frais d'installation et de réfection ou autres. Je comprendrai le matériel prêté dans mes polices d'assurances, sous une désignation spéciale.

L'installation restera votre propriété exclusive; elle ne pourra être modifiée et le tampon de la fosse ne pourra être déjointoyé ni ouvert sans votre autorisation écrite.

Je me conformerai à vos instructions, ou à celles de votre représentant, concernant les relevés de ventes et les relevés de stock restant dans vos réservoirs, leur vérification, ainsi que les dates et mode de versement du montant des ventes réalisées pour votre compte.

Les compartiments de vos camions-citernes assurant le ravitaillement de vos postes de distribution étant d'une contenance rigoureusement exacte, comme en fait foi le certificat délivré, après contrôle, par le Service des Poids et Mesures, les quantités qui seront notées prises en charge par moi seront celles mentionnées sur les bulletins de sortie remis par vos dépôts livreurs.

Le présent accord aura une durée de DIX ans à compter de l'achèvement de l'installation, constaté par la date du reçu que je vous en délivrerai, et il se renouvellera, à son expiration, par tacite reconduction, pour une durée égale, sauf dénonciation par l'une des parties, trois mois au moins à l'avance et par lettre recommandée.

Dans le cas où le présent contrat viendrait à prendre fin, par mon fait, avant la date prévue pour son expiration, je m'engage à vous rembourser tous les frais exposés ou à exposer par vous, pour étude, montage et démontage, travaux de fouilles et de maçonnerie, sans préjudice de tels dommages et intérêts de résiliation que de droit.

Dans le cas où je viendrais à céder mon fonds, je m'engage, sous peine de résiliation anticipée à mes torts et griefs, et avec tels dommages et intérêts que de droit, y compris notamment tous frais d'installation et enlèvement, à vous en aviser quinze jours au moins à l'avance et à imposer à mon successeur, avec mon agrément, le renouvellement du présent engagement.

A l'expiration du présent accord, l'enlèvement du matériel sera à votre charge. Vous vous désintéresserez des travaux de fouilles et de maçonnerie exécutés, et la mise à jour du réservoir et des canalisations, ainsi que toutes remises en état des lieux consécutives m'incomberont.

Vous m'accorderez en rémunération une commission de Fr..... par hectolitre de marchandise vendue.

Le présent engagement sera définitif dès que vous m'aurez adressé votre accord écrit, sous réserve toutefois : d'une part, des autorisations administratives à obtenir s'il y a lieu, et, d'autre part, de la possibilité d'installation à reconnaître par vos Services Techniques.

Toutes difficultés qui surviendraient entre nous à l'occasion du présent contrat seraient du ressort du Tribunal de Commerce de la Seine.

Veuillez agréer, Messieurs, mes salutations distinguées.

Cachet :

Signature :

Cette question du débiteur de l'impôt était d'autant plus intéressante à signaler que les tribunaux ont eu plusieurs fois l'occasion de résoudre le problème. Et c'est précisément en s'appuyant sur la double notion de contrat de gérance et de contrat de prêt qu'ils ont toujours tranché les litiges qui étaient portés devant eux.

C'est ainsi qu'il a été jugé que lorsqu'une société possède dans une commune un appareil distributeur

d'essence géré par un marchand détaillant qui paie l'essence après en avoir effectué la vente au prix fixé par ladite Société et qui en est rémunéré par une remise proportionnelle au nombre d'hectolitres vendus, elle doit être regardée comme possédant dans cette commune un dépôt de marchandises géré par un préposé spécial et constituant un établissement distinct au sens de la loi du 15 juillet 1880¹.

Il en est de même lorsque l'appareil est placé sous la surveillance d'un dépositaire qui effectue les ventes d'essence pour le compte de la Société au prix et sous les dénominations qu'elle lui indique, qui lui adresse périodiquement le compte rendu des quantités vendues ainsi que les sommes encaissées, et qui est rémunéré au moyen d'une commission proportionnelle au nombre d'hectolitres vendus².

Par contre il a été jugé que « ne peut être regardée comme ayant un établissement distinct dans la commune où elle possède un appareil distributeur d'essence, la Société qui se borne à donner cet appareil en location à un marchand détaillant, lequel vend pour son compte et à ses risques et périls, les produits qu'elle lui livre, supporte les pertes résultant des manquants et n'est pas tenu de vendre l'essence au prix qui lui est indiqué »³.

Il a été fait application des mêmes règles en ce qui concerne la taxe sur le chiffre d'affaires.

1. C.E. 26 juin 1931.

2. *Bulletin des contributions directes et du cadastre* 1931. C.E. 28 novembre 1930 ; 12 décembre 1930 ; 16 janvier 1931.

3. *Bulletin des contributions directes et du cadastre* 1931. C.E. 14 novembre 1930 ; 21 novembre 1930 ; 12 décembre 1930.

Lorsque le détaillant dirige l'installation à son compte, il est passible de l'impôt sur le chiffre d'affaires pour les ventes qu'il effectue, la Société étant redevable dudit impôt d'après le montant de ses livraisons au détaillant.

Au contraire, lorsque le dépositaire n'est qu'un simple préposé de la Société, il ne peut être soumis à l'impôt sur le chiffre d'affaires qu'à raison des commissions qu'il touche¹, et c'est la Société qui paie l'impôt d'après le montant des ventes au détail.

II. Des redevances de voirie.

Parmi les conditions auxquelles sont subordonnées les délivrances des permissions de voirie et de stationnement, l'une des plus fréquentes est celle qui stipule le paiement d'une redevance par les titulaires des permissions.

1° *Nature juridique des redevances.* — Sans entrer dans le détail des controverses et des discussions doctrinales au sujet de la nature juridique des redevances, il convient d'observer que les auteurs ne sont pas d'accord sur ce point.

C'est ainsi que pour le Doyen Berthélémy², la redevance payée par le titulaire d'une permission de voirie serait le prix d'un service rendu, un loyer stipulé par un acte de gestion qui lui enlèverait le caractère de taxe. Par contre, en matière de stationnement, la redevance conserverait le caractère de taxe.

1. C.E. 20 juin 1929.

2. BERTHÉLÉMY. *Précis de droit administratif*, 12^e éd. p. 495 et s.

D'après M. Berthélémy, cette distinction entre les deux redevances résulterait de ce fait, que la permission de voirie doit être considérée comme « la jouissance d'une faveur » parce qu'elle implique « un usage privatif anormal » du domaine public, tandis que le stationnement étant « un usage privatif conforme à la destination du domaine », constitue simplement l'exercice d'un droit.

Pour le doyen Hauriou ¹, la redevance revêt le caractère de « loyer » en matière de permission de voirie parce que l'administration publique qui délivre celle-ci agit en tant que propriétaire du domaine alors qu'en matière de stationnement, elle agit comme autorité de police.

Suivant M. Trotabas ² au contraire, la différence entre les deux espèces de redevances résulterait uniquement du fait que la redevance, versée comme contrepartie de la permission de voirie obtenue, doit tomber dans la caisse de l'autorité administrative qui a accordé la permission et qui par hypothèse est différente de celle qui est compétente en matière de stationnement. Mais là se bornerait toute distinction, la nature juridique des deux redevances étant la même.

A l'appui de cette assertion, à laquelle nous nous rallions volontiers, M. Trotabas fait valoir que l'art. 133 de la loi municipale de 1884 énumère sur un même plan le produit des permis de stationnement et des droits de

1. HAURIUO : *Précis de Droit administratif*, 11^e éd. p. 712 et s.

2. TROTABAS : Thèse Paris 1924 « *De l'utilisation du domaine Public par les particuliers* ».

voirie, et que d'autre part, l'art. 133 de la même loi qui est relatif au recouvrement des recettes municipales ne permet non plus aucune distinction ; l'auteur poursuit son raisonnement en faisant observer que les redevances sont imposées par l'administration de la même manière, c'est-à-dire unilatéralement, et enfin il termine en déclarant que la distinction proposée par M. Berthélémy entre la permission de voirie et le permis de stationnement et qui traduit dans le premier cas la jouissance d'une faveur, et dans le second cas l'exercice d'un droit, ne saurait être admise, ces deux modes d'occupation étant uniquement des utilisations privatives, et la notion « d'exercice d'un droit » ne pouvant s'appliquer qu'en matière d'utilisation commune du domaine.

Telles sont rapidement esquissées quelques-unes des opinions relatives à la nature juridique des redevances. Nous n'insisterons pas davantage sur ce point car ces discussions et ces controverses présentent en réalité un intérêt beaucoup plus doctrinal que pratique.

2° Conditions d'établissement des redevances. — Des considérations qui précèdent, il résulte que si les conceptions relatives à la nature juridique des redevances sont divergentes, on est généralement d'accord pour reconnaître la légalité de leur établissement. Il ne saurait en être autrement, car les textes sont formels et excluent toutes discussions sur ce point.

En ce qui concerne les communes, l'art. 133 de la loi municipale de 1884 mentionne expressément parmi

les recettes du budget ordinaire le produit des permis de stationnement et de location sur la voie publique¹.

Pour l'Etat, la loi du 29 juillet 1881, reproduite dans les lois de finance, déclare que « l'Etat peut percevoir les revenus et produits de toute nature du domaine public fluvial, maritime et terrestre ».

Pour les départements, comme aucun texte ne comporte de dispositions analogues à celles que nous venons de mentionner, on a simplement procédé par assimilation.

Mais si, en principe, les redevances sont légalement autorisées, leur établissement est soumis à diverses conditions qui varient suivant qu'il s'agit d'un permis de stationnement ou d'une permission de voirie.

D'une manière générale, ces conditions répondent à la double nécessité de concilier d'une part les intérêts en présence, c'est-à-dire ceux des collectivités intéressées et ceux des bénéficiaires des permissions et, d'autre part, de donner à l'administration des moyens de contrôle efficaces.

Or, ce qui caractérise précisément l'établissement des redevances en matière de distributeurs d'essence, c'est que le contrôle administratif est particulièrement étroit.

Nous avons vu que les appareils distributeurs installés sur la voie publique rentraient, au point de vue administratif, dans trois catégories :

1. Cf. également les articles 68 et 98 de la même loi relatifs l'un à l'approbation des délibérations du Conseil municipal, et le second qui autorise le Maire à délivrer des permissions de stationnement ou de dépôt temporaire sur la voie publique moyennant le payement de droits fixés par un tarif dûment établi.

- a) Appareils comportant emprise sur le domaine public,
- b) Appareils ne comportant pas d'emprise sur le domaine public et reposant simplement sur le sol.
- c) Appareils occupant le sursol et constituant des saillies.

En matière de redevances, cette triple distinction est sans objet car les droits afférents à l'installation des saillies sont assimilés aux droits de stationnement ¹.

En ce qui concerne les permissions de voirie, les redevances sont perçues au profit de la collectivité propriétaire de la voie publique, c'est-à-dire de l'Etat pour les routes nationales, du département, pour les routes départementales, et de la commune pour les voies vicinales, sans qu'il y ait lieu de faire distinction entre la grande et la petite vicinalité.

Quant aux droits relatifs au stationnement, ils sont perçus au profit exclusif des communes, à quelque catégorie qu'appartienne la voie publique ².

Toutefois ces droits ne sont perçus au profit des communes qu'à l'intérieur des agglomérations. En dehors de celles-ci, les redevances sont acquises à l'Etat sur les voies nationales, aux départements sur les voies départementales, aux communes sur les voies communales ³.

1. D'après certains auteurs, les redevances pour établissement de saillies rentreraient dans la catégorie des droits de voirie, c'est-à-dire des droits relatifs aux permissions de bâtir, et à l'alignement.

2. Signalons que si la Commune renonce à imposer une taxe, l'Etat ne peut se substituer à elle, au profit du Trésor, même s'il s'agit d'une route nationale.

3. En sens contraire, HAURIOU : *op cit* : le stationnement anormal serait, d'après l'éminent professeur, gratuit sur les voies de communication en dehors des agglomérations.

C'est ce qui résulte de l'art. 98 de la loi municipale qui a confié au Maire la police de la circulation sur toutes les voies situées à l'intérieur de l'agglomération et qui leur réserve le pouvoir de donner, sur toutes ces voies, moyennant le paiement de droits fixés par un tarif dûment homologué, des permis de stationnement dont le produit est attribué à la Commune par l'art. 133, § 7.

3° *Etablissement des tarifs.* — Le taux des redevances relatives aux permissions de voirie est fixé :

1° Pour les routes nationales : par l'administration des Finances (Service des Domaines) après avis des Ingénieurs des Ponts et Chaussées compétents.

2° Pour les routes départementales : par le Conseil général.

3° Pour toutes les voies communales : par le Conseil municipal.

Le tarif des redevances de stationnement est établi par le Conseil municipal et devient exécutoire après homologation.

a) Par le Ministre de l'Intérieur sur avis du Ministre des Travaux Publics en ce qui concerne les routes nationales et départementales.

b) Par le Préfet pour toutes les autres voies de communication. Le contrôle de l'administration supérieure sur les tarifs est encore renforcé par l'existence de taux maxima qui varient suivant la catégorie à laquelle appartiennent les appareils et suivant les emplacements qu'ils occupent.

L'expérience a montré en effet que des redevances trop élevées auraient été de nature à faire obstacle au développement d'installations qui rendent de grands services aux usagers de la route et facilitent la circulation en diminuant la durée du stationnement. Il aurait, d'autre part, été inéquitable d'assujettir les distributeurs à une redevance uniformément applicable à toutes les catégories d'appareils et sur toutes les voies publiques. C'est pour cette double raison que des taux maxima dont nous reproduisons ci-dessous les dispositions principales ont été prévus par une circulaire ministérielle :

4° Taux des redevances

I. Appareils distributeurs fixes alimentés par une canalisation souterraine.

Maximum des redevances à percevoir au profit de l'Etat des Départements et des Communes

Voies publiques intéressée	R.Nat. et départem ^t Etat ou départ ^{re} .	Communes	Au total	Ch. Vic.G.C. et I.C. voies urbain. communes	Ch. vic.ordi. voies rurales communes
Hors traverses et villes de moins de 5000 habitants	100	100	200	150	100
Villes de 5000 à 25.000 hab.	125	125	250	200	125
Villes de 25000 à 100.000h.	150	150	300	250	150
Villes de plus de 100.000 ha. et tout le départ. de la Seine	200	200	400	300	200

II. Appareils mobiles sur chariots et canalisations aériennes des appareils partant d'une borne placée hors de la voie publique.

**Maximum des redevances à percevoir au profit exclusif
des communes**

Voies publiques intéressée	Routes Nat. Routes départe- mentales	Ch. vic. de G.C. et d'I.C. Voies urb.	Ch. vicin. ordinaires Chem.rur.
Hors traverses :	100	75	50
Villes de moins de : 5.000 habitants.	200	150	100
Villes de : 5000 à 25000 habitants	250	200	125
Villes de : 25000 à 100.000 habit.	300	250	150
Villes de plus de : de 100.000 hab. et toute le département de la Seine	400	300	200

5° *De la superposition des taxes.* — Des considérations qui précèdent, il semblerait résulter que les distributeurs puissent être assujettis au paiement d'une double taxe. l'une au profit de l'Etat ou du département, pour les parties souterraines des appareils installés sur les routes nationales ou départementales, l'autre au profit des communes pour les parties émergentes de ces mêmes appareils.

C'est dans ce sens que s'était prononcé le Conseil d'Etat dans un avis du 7 mai 1923 dont une circulaire ministérielle du 17 avril 1924 fit une large application.

**Distributeurs d'essence sur la voie publique
Légalité des redevances**

Vu la lettre du Ministre de l'Intérieur, en date du 29 mai 1922, ensemble les pièces y annexées ;

La lettre du Ministre de l'Intérieur, en date du 10 octobre 1922, ensemble la lettre du Ministre des Finances du 20 septembre 1922 ;

L'avis du Conseil d'Etat du 30 novembre 1882;

La loi du 5 avril 1884 et notamment les articles 68-7°, 98 et 133-7°;

Considérant qu'en vertu des dispositions de l'article 98 de la loi du 5 avril 1884, le maire a qualité pour l'attribution des « permis de stationnement ou de dépôt temporaire » sur l'ensemble des voies publiques de la commune, et, par conséquent, même sur les routes nationales et départementales, et que sur ces routes les autres permissions de voirie ne sont délivrées par le préfet qu'après que le maire a donné son avis;

Considérant que, s'il y a ainsi partage d'attributions entre le maire et le préfet, quant à la délivrance des permissions de voirie sur les routes nationales et départementales, l'article 133-7° de la loi du 5 avril 1884, qui range parmi les recettes communales « le produit des permis de stationnement et de location », sur la voie publique, n'établit pas de distinction ni entre les différentes catégories de voies publiques; que le droit, pour les communes de percevoir des taxes en application de l'article 133 précité, à l'occasion des permissions de voirie et notamment des permis de location, a donc une portée absolument générale et que les communes peuvent l'exercer conformément à l'article 68-7° de ladite loi sur les dépendances de la « grande voirie », même dans le cas où le permis de location, en raison de la nature de l'occupation temporaire, est réservé au préfet, tandis que, par contre, aucun texte législatif n'a autorisé, au profit de l'Etat et des départements, la perception de taxes à raison de ces permis et que l'Etat ne peut invoquer, en ce qui concerne les routes nationales que ses prérogatives générales afférentes au domaine public national;

Considérant que, dès avant la loi du 5 avril 1884, le Conseil d'Etat, aux termes de son avis susvisé du 30 novembre 1882, avait, en matière de location des dépendances de la grande voirie, reconnu au droit de taxation, qui appartient aux communes depuis l'an VII, un caractère général que cette loi n'a fait que confirmer et accentuer.

Considérant que de ce qui précède, il résulte que les communes, en cas d'installation de distributeurs automatiques d'essence sur les dépendances des routes nationales ou départementales, sont légalement fondées, sous réserve de l'approbation de l'autorité supérieure, à percevoir des taxes à l'occasion des permis de location qui sont délivrés, à cet effet, par les préfets, après avis des maires ;

Sont d'avis :

Qu'il y a lieu de répondre à la question posée dans le sens des observations qui précèdent (*Avis du 7 mai 1923*).

Cependant l'état de choses provoqué par cette circulaire donna lieu à des protestations et finalement des décisions des juridictions administratives et civiles ont infirmé la thèse de l'administration et proclamé le caractère illégal du principe de double redevance.

Parmi ces décisions, il convient de relever un arrêt du Conseil d'Etat du 17 février 1928 qui a fait jurisprudence et dont, pour cette raison, nous citons les principaux considérants :

« Sur la légalité de l'arrêté attaqué :

« Considérant que la loi du 11 frimaire, an VII, comprend dans les recettes du budget de l'Etat, le produit des propriétés nationales de toutes natures et par suite, le montant des redevances imposées à l'occasion de l'autorisation d'occupation précaire des dépendances des routes nationales ; que si les dispositions combinées de la loi de 1884 autorisent la perception, au profit du budget communal, du produit des permis de stationnement et de location sur la voie publique, même sur les dépendances de la grande voirie, ces dispositions, qui dérogent à la règle générale précitée, ne sauraient, par

leurs termes mêmes, s'appliquer aux redevances exigées pour les ouvrages qui, à raison de l'importance des travaux, modifient l'assiette du domaine public.

« Considérant que les deux appareils de distribution d'essence dont le sieur Clause a demandé l'installation sur le trottoir de la route nationale n° 136 dans la traverse de Bordeaux, se composent de deux colonnes reliées à un réservoir situé à l'intérieur d'une propriété privée, au moyen de canalisation placées dans le sous-sol de la route ; que de telles installations, dont les canalisations constituent un élément essentiel, devraient être regardées comme ayant pour effet de modifier l'assiette d'une voie du domaine public national et rentraient dès lors dans la catégorie de celles qui ne pouvaient donner lieu *qu'à une seule redevance au profit de l'Etat* ; qu'ainsi le Préfet de la Gironde qui a accordé au sieur Clause, par application du paragraphe 3 de l'art. 98 de la loi du 5 avril 1884, l'autorisation d'occupation du domaine public sollicitée par celui-ci, a pu subordonner l'octroi de ladite autorisation en paiement au Trésor de la redevance dont la légalité est contestée ».

Plus récemment, un jugement du Tribunal civil d'Orléans du 15 juillet 1932, a statué également dans le sens de l'arrêt Clause.

Ainsi, en présence de cette jurisprudence qui est bien établie, de nombreux Conseils municipaux ont renoncé à se prévaloir de la circulaire de 1924, et il semble que la question ne doive plus désormais soulever de difficultés dans l'état actuel de la législation.

6° *Contentieux des redevances.* — Le contentieux

de la perception des redevances « auquel appartiennent toutes les contestations relatives à l'exigibilité ou à la restitution des droits, est porté devant les tribunaux judiciaires. Cette compétence découle du fait que les redevances de voirie sont assimilées aux contributions indirectes. Il y a donc là une simple application de la loi du 5 ventose, an XII, qui appelle les tribunaux civils à connaître des contestations qui peuvent s'élever sur le fond des droits ».

Naturellement, toutes les règles particulières qui caractérisent le contentieux des contributions indirectes s'appliquent également au contentieux des redevances.

De l'ouverture de l'instance. — L'instance ne peut s'ouvrir que si le redevable se met en contravention avec le fisc et refuse le paiement de la redevance. L'administration décerne alors contre lui une contrainte.

En matière de stationnement et de permission de voirie communale, cette contrainte, qui est une mise en demeure de payer, est délivrée par le Receveur Municipal et par le Maire et est rendue exécutoire par le Juge de Paix.

Pour les permissions de voirie sur les routes nationales et les rues traverses, le recouvrement est poursuivi par l'administration des Domaines, par voie de contrainte visée pour exécution par le Président du Tribunal.

Sur les routes départementales et les rues traverses, ainsi que sur les chemins de grande communication, d'intérêt commun, et sur les rues qui en sont le prolongement, l'état du produit est rendu exécutoire par le

Préfet et est remis au Trésorier Payeur général qui fait diligence pour en assurer le recouvrement.

C'est seulement lorsque la contrainte aura été décernée et rendue exécutoire contre lui, que le redevable pourra saisir le tribunal civil par la voie de l'opposition à contrainte ¹.

Cette procédure est très rigoureuse et désavantage le redevable, car si celui-ci perd son procès, des sanctions fiscales et des pénalités peuvent lui être appliquées. Aussi pour éviter tous ces inconvénients, a-t-il la faculté de saisir directement le tribunal en intentant une action en restitution des droits indûment payés. De cette façon, même s'il perd son procès, il ne peut être l'objet de sanctions et de pénalités.

Quant à l'administration, elle a le choix entre deux procédures ; si elle n'use pas de la contrainte, elle peut dans tous les cas assigner le redevable devant le tribunal.

Règles de procédure. — Les lois du 22 frimaire, an VII et du 27 ventôse an IX, combinées avec la loi du 30 avril 1921, ont établi une procédure particulièrement simple. Celle-ci se caractérise par le fait qu'elle est écrite et conduite par le juge. Toutefois, et c'est là une heureuse réforme de la loi de 1921, les mémoires de l'administration et du redevable qui sont respectivement signifiés, peuvent être complétés par les obser-

1. Malgré l'opposition, la contrainte est exécutoire, selon les termes mêmes de l'art. 239 de la loi du 28 avril 1895. Le seul effet de l'opposition, est de conserver au redevable son droit de réclamer la restitution des droits s'il obtient gain de cause et si l'administration a fait exécuter la contrainte.

vations orales des parties ou de leurs avocats. D'autre part, le ministère des avoués n'est pas obligatoire.

Appréciation de la légalité des tarifs par le tribunal. — Les redevances de voirie étant assimilées aux contributions indirectes, il convient d'assimiler également les tarifs établissant ces redevances aux actes administratifs d'imposition.

En matière de contributions indirectes, il est de jurisprudence certaine que le juge judiciaire a le droit d'apprécier la légalité des actes administratifs¹ : Ce pouvoir d'appréciation constitue une exception importante au principe admis tant par les tribunaux judiciaires que par les juridictions administratives et suivant lequel le droit d'apprécier la légalité des actes administratifs est réservé aux tribunaux administratifs, le juge judiciaire ayant seulement le pouvoir d'appliquer et d'interpréter ces mêmes actes².

Voies de recours. — Il existe en cette matière des règles propres au contentieux fiscal.

Les voies de recours qui sont à la disposition du redevable sont, comme en matière de contributions indirectes, l'opposition, la tierce opposition, la requête civile et la cassation.

Cette énumération est limitative ; il ne peut donc pas être fait appel des décisions des tribunaux civils.

Cette dernière règle mérite toutefois d'être précisée.

1. Cass. Civ. 28 avril 1926 — D.H. 1926, p. 299.

2. Cass. Civ. 14 février 1922 — D.P. 1923-1-149. Confl. 16 juin 1923, D.P. 1924-3-41.

Il peut arriver en effet que le tribunal, saisi par la voie de l'opposition à contrainte, doive se prononcer sur une question de droit qui est par elle-même susceptible d'appel. Dans ce cas, il est admis par la jurisprudence qu'il peut être fait appel de la décision du juge concernant cette question de droit. Il y a donc en quelque sorte, dans l'hypothèse que nous envisageons une division de l'instance, les pouvoirs du juge étant considérés comme différents sur chacun des points dont il se trouve saisi ¹.

Les conséquences juridiques qui résultent de ce pouvoir d'appréciation reconnu au juge fiscal ne doivent cependant pas être exagérées. On ne saurait en aucune façon le comparer au pouvoir d'annulation du juge de l'excès de pouvoir. En un mot le tribunal ne peut faire état de l'illégalité d'un acte d'imposition que pour ordonner la restitution des droits acquittés par le contribuable, mais il ne peut jamais prononcer l'annulation de l'acte illégal.

Néanmoins, on peut dire que ce pouvoir d'appréciation constitue une garantie précieuse pour le contribuable que la procédure met, ainsi que nous l'avons déjà montré dans une situation désavantageuse vis-à-vis du fisc.

1. Cf. arrêt de la Cour d'Aix, 7 avril 1930 (Omnium français de publicité C / Ville de Toulon).

La Cour : attendu que si la somme commandée par la contrainte de la Ville de Toulon qui est de 456 fr. 10 ne dépasse pas le taux du premier ressort, il résulte de l'opposition faite par le Société l'Omnium français, qu'elle basait son refus de paiement sur l'illégalité de l'arrêté municipal, et par conséquent sur le défaut de droit de la ville de percevoir le montant de la taxe réclamée ;

Que cette contestation sérieuse, qui mettait en jeu le fond même du droit constituant une action indéterminée susceptible du deuxième degré de juridiction ;

Par ces motifs, déclare l'appel recevable.

En matière de tarifs de permis de stationnement ou de permission de voirie il suffit donc de faire application du principe que nous venons d'énoncer. Les tarifs étant des actes administratifs, quelle que soit l'autorité qui les établit, le juge fiscal a toujours le droit d'en examiner la légalité¹.

Du contentieux de l'annulation des tarifs. — En cette matière également il convient de noter que le régime des tarifs est assimilable à celui des taxes indirectes.

La possibilité pour les contribuables de former un recours pour excès de pouvoir contre les actes administratifs et les délibérations des Assemblées locales instituant ces taxes est de date relativement récente.

Longtemps, le Conseil d'Etat a opposé une fin de non recevoir absolue aux recours en annulation formés contre ces actes et ces délibérations.

Cette fin de non recevoir était tirée de l'existence d'un recours parallèle. En matière de contributions indirectes et de taxes assimilées, ce recours parallèle était constitué par le recours ordinaire en décharge formé devant les tribunaux judiciaires compétents et que nous avons examiné précédemment. Cette compétence des tribunaux judiciaires était considérée comme d'ordre public.

Le Conseil d'Etat maintint cette jurisprudence jusqu'en 1912. A cette date en effet un revirement se produisit à raison des inconvénients que présentait la règle du

1. C'est en s'appuyant sur l'illégalité des tarifs de stationnement que les tribunaux civils à maintes reprises, ont pu ordonner la restitution des redevances de stationnement aux redevables lorsque ceux-ci acquittaient déjà les redevances pour permissions de voirie.

recours parallèle, et pour des motifs analogues à ceux qui avaient provoqué l'atténuation de cette règle en matière de taxes directes.

La fin de non recevoir opposée par le Conseil d'Etat avait pour conséquence d'obliger en effet les contribuables à payer des taxes afférentes à des tarifs illégaux. Elle était la cause principale de la formation de nombreux procès entre le fisc et les redevables puisque les actions en décharge formées par ceux-ci devant les tribunaux ne pouvaient avoir pour effet de faire prononcer l'annulation des tarifs par les juges judiciaires.

La jurisprudence du Conseil d'Etat qui s'est instituée progressivement depuis 1913 est actuellement la suivante. Elle établit une distinction entre le contentieux de la taxe et celui des tarifs.

S'agit-il d'une demande en décharge, celle-ci est de la compétence des tribunaux judiciaires.

Attaque-t-on l'acte administratif ou la délibération qui a institué le tarif et demande-t-on son annulation ; le recours pour excès de pouvoir sera déclaré recevable.

Cette jurisprudence se trouve notamment fort clairement exposée dans une décision du Conseil d'Etat du 3 mai 1919 relative à la légalité d'un droit de stationnement et dont voici le considérant essentiel¹ :

« Considérant que s'il n'appartient qu'à l'autorité judiciaire de connaître des réclamations présentées à l'occasion de l'application des droits de stationnement établis dans les conditions prévues par l'art. 68, § 7, de la

1. Cf. ALIBERT *op. cit.*

loi du 5 avril 1884, il résulte de l'examen du pourvoi que les requérants n'entendent pas former une réclamation de cette nature, mais qu'ils se fondent, pour demander l'annulation pour excès de pouvoir de l'art. 6 de l'arrêté attaqué, sur ce que ledit article aurait pour effet d'établir des droits de stationnement et manqueraient par suite de base légale ; que leurs conclusions sont dès lors recevables ».

Toutefois le recours pour excès de pouvoir contre les délibérations des Conseils municipaux instituant des taxes ne sont possibles que si les requérants ont tout d'abord demandé au Préfet l'annulation de ces délibérations par application de l'art. 65 de la loi de 1884.

Citons un arrêt du 27 mars 1931 (Leb. p. 386) où le Conseil d'Etat a rejeté la demande du sieur Duron,

« Considérant que, n'ayant pas demandé au Préfet de déclarer la nullité de droit de la délibération dont il s'agit, par application de l'art. 65 de la loi du 5 avril 1884, il n'est pas recevable à en discuter la légalité devant le Conseil d'Etat ».

Par contre, dans l'arrêt du 18 mai 1928, le sieur Laurens avait demandé au Préfet de prononcer la nullité de droit de la délibération du Conseil Municipal qui instituait les taxes et celui-ci avait refusé de la prononcer. Le Conseil d'Etat a annulé la délibération, l'arrêté du Maire qui tendait à l'application de ces délibérations, ainsi que l'arrêté de refus du Maire.

En résumé, si un redevable veut obtenir la décharge d'une redevance de permis de stationnement, ou d'une permission de voirie, il doit saisir les tribunaux judiciaires seuls compétents en l'espèce.

Si au contraire, il veut obtenir l'annulation d'une décision ou d'une délibération établissant un tarif, il doit former un recours pour excès de pouvoir.

III. Contribution foncière sur les propriétés bâties.

La question s'est posée, il y a plusieurs années, de savoir si les installations de distributeurs automatiques d'essence pouvaient donner lieu à une imposition au titre de la contribution foncière sur les propriétés bâties.

L'administration des Contributions directes s'inspirant d'une jurisprudence du Conseil d'Etat d'après laquelle l'outillage installé dans un bâtiment pouvait dans certains cas revêtir un caractère immobilier¹ avait émis la prétention d'imposer à la contribution foncière des propriétés bâties les divers éléments qui constituent l'installation des distributeurs, c'est-à-dire les citernes des réservoirs d'essence, les canalisations souterraines et les appareils eux-mêmes dont l'établissement sur la voir publique n'était pas de nature, affirmait-elle, à faire exempter le poste de la contribution.

Le Conseil d'Etat appelé à se prononcer sur cette question accorda la décharge de l'imposition² par un arrêt du 25 mars 1927.

Il y a lieu de remarquer toutefois que cette décision n'a pas absolument tranché le problème de l'imposition ou de la non imposition.

Le Conseil d'Etat s'était fondé en effet, pour trancher

1. Cf. C.E. 19 avril 1902, Leb. p. 295 ; 9 décembre 1903, Leb. p. 760 3^e espèce ; 8 novembre 1905, Leb. 805, 9^e espèce.

2. Cf. C.E. 25 mars 1927 ; Dalloz 1928-3-38.

le litige qui lui était soumis, sur ce que, aux termes des conventions passées entre la Société propriétaire de l'appareil et le dépositaire, l'installation pouvait être enlevée à la volonté de l'une ou l'autre des parties après préavis de 8 jours, et que par suite, son caractère provisoire l'empêchait d'être regardée comme construction au sens des lois régissant l'impôt foncier.

L'administration aurait donc pu soutenir en s'appuyant sur cet arrêt du 25 mars 1927, que l'imposition était justifiée dans tous les cas où les contrats supposaient une certaine permanence des installations et non l'enlèvement de celles-ci à la volonté de l'une ou l'autre des parties.

Elle a préféré cependant interpréter largement la décision du Conseil d'Etat et appliquer un traitement identique à toutes les installations.

C'est la raison pour laquelle la direction générale des Contributions Directes fit paraître le 5 mai 1927 une note par laquelle elle prescrivait à ses agents de ne pas soumettre à la contribution foncière et à la taxe des biens de mainmorte les appareils distributeurs d'essence du type ayant fait l'objet de l'arrêt du 25 mars, quelles que fussent les clauses des contrats d'exploitation.

Voici le texte de cette circulaire :

« Des doutes se sont élevés sur la portée pratique de l'arrêt rendu le 25 mars dernier par le Conseil d'Etat en ce qui concerne l'imposition des appareils distributeurs d'essence à la contribution foncière.

« Etant donné l'espèce sur laquelle la Haute Assemblée a été appelée à se prononcer, on pourrait conclure en

« effet des considérants de l'arrêt intervenu, que l'imposition peut être maintenue au cas où le contrat relatif à la pose et à l'exploitation de l'appareil distributeur ne prévoit pas l'enlèvement de cet appareil à la volonté du propriétaire ou du dépositaire, après un simple préavis.

« Il est difficile cependant que des appareils analogues ou même identiques soient traités de façon différente au point de vue de l'impôt foncier et des raisons existent de penser que le Conseil d'Etat lui-même ne sanctionnerait pas de semblables distinctions,

« On devra donc exonérer de la contribution foncière tous appareils distributeurs d'essence du type indiqué dans la note du 5 avril 1927, quelles que soient les clauses des contrats qui règlent l'exploitation de ces appareils. Il ne serait fait éventuellement d'exception que pour ceux qui feraient partie de l'outillage d'établissement industriel ».

On ne peut qu'approuver les termes de cette note. Il ne paraît guère douteux en effet que si la question se posait de nouveau devant le Conseil d'Etat, la Haute Assemblée jugerait dans le sens de l'arrêt du 25 mars 1927.

Les textes législatifs concernant la contribution foncière et notamment les lois de l'an VII et de 1914 ne s'appliquent qu'aux constructions présentant le caractère de bâtiments.

Et la règle générale qui se dégage des arrêts rendus en cette matière, c'est que la qualification de construction d'où découle le principe de l'imposition, ne peut s'entendre que d'un matériel élevé sur les fondations en

maçonnerie, de façon à présenter un certain caractère de permanence.

Toutefois, par extension de cette règle, le Conseil d'Etat a imposé dans certains cas les outillages établis dans les bâtiments. Mais on ne saurait élargir la portée de cette jurisprudence comme avait voulu le faire l'administration des Contributions directes pour les distributeurs.

En effet l'imposition au foncier des outillages est soumise à plusieurs conditions.

Tout d'abord, l'outillage doit présenter un certain caractère de permanence et de fixité. Il faut également qu'il soit situé dans l'enceinte des bâtiments et qu'il en constitue en quelque sorte l'accessoire et en augmente la valeur locative.

Tel est le cas par exemple des dynamos et machines électriques établies dans les usines de production ou de distribution d'énergie ¹.

Ces diverses conditions ne sont nullement réalisées par les distributeurs d'essence. Si on laisse de côté toute la partie de l'installation située sur la voie publique, notamment les canalisations souterraines et la pompe

1. Cf. C.E. 9 novembre 1905 et les arrêts cités plus haut.

Cette jurisprudence se trouve analysée dans les conclusions de M. le Commissaire du Gouvernement Hua rapportées sous un arrêt du Conseil d'Etat du 25 mars 1927, D. 28-3-38 et dont nous avons extrait le passage suivant :

« Il n'est pas contestable que la loi de l'an VII et les lois subséquentes ne visent que les constructions présentant le caractère de bâtiments. Si vous avez imposé par extension l'outillage fixe des usines, c'était logique puisque la présence de cet outillage en augmentait la valeur. Ce n'est pas seulement en tant qu'immeuble que cette imposition se trouve justifiée, c'est parce que la présence de l'outillage en augmente la valeur locative ; c'est toujours le bâtiment qui est imposé, mais équipé, et non le bâtiment ».

elle-même qui ne sauraient, du fait même de leur situation, être imposées pour ne considérer que les réservoirs établis dans les bâtiments, on est amené à conclure que ceux-ci ne peuvent pas non plus être assimilés à l'outillage industriel d'un bâtiment, au sens où l'entend le Conseil d'Etat.

Reposant simplement sur le sol, ou placés dans des fosses, ils ne présentent pas un véritable caractère de fixité et de permanence, et surtout ils ne constituent pas, à proprement parler, un accessoire des bâtiments dans lesquels ils sont établis.

Pour ces différentes raisons, l'impôt foncier ne peut donc pas leur être applicable.

Une exception peut éventuellement se présenter : elle est prévue d'ailleurs par la note de l'administration des finances citée plus haut. Cette exception est relative aux appareils appartenant aux outillages fixes d'un établissement industriel.

Il n'est pas douteux que la valeur locative de ces appareils doive être retenue pour la fixation des bases de l'impôt foncier afférant à l'établissement industriel dont ils font partie.

IV. Contribution des patentes.

L'exploitation d'un ou plusieurs distributeurs d'essence constitue l'exercice d'une profession imposable à la patente qui est celle de marchand d'huile en détail (tableau A, 5^e classe).

Lorsque ce sont les Sociétés qui sont imposées et non

les détaillants, l'exploitation constitue un établissement distinct au sens de la loi du 15 juillet 1880 et les Sociétés sont imposables au droit fixe de la contribution des patentes en qualité de marchand d'huile au détail et non en qualité de marchand d'huile en gros (tableau A-1^{er} classe) ¹.

Imposition au droit proportionnel de patente.

D'après les art. 12 et 14 de la loi du 15 juillet 1880, le droit proportionnel est établi sur la valeur locative, tant de la maison d'habitation que des magasins, boutiques, usines et ateliers, hangards, remises, chantiers et autres locaux servant à l'exercice de la profession imposable.

En ce qui concerne les installations de distributeurs d'essence, le droit proportionnel porte donc :

1° sur la valeur locative de l'habitation du gérant ou du dépositaire ;

2° sur la valeur locative de la partie des locaux servant au commerce de l'essence (notamment les caves où sont installés les réservoirs et les bureaux) ;

3° sur la valeur locative de l'emplacement occupé par la pompe et la canalisation.

Sur ce dernier point, la valeur locative de l'emplacement est représentée par la redevance due par le permissionnaire pour occupation du domaine public ².

En aucune façon, la valeur locative de l'appareil

1. C.E. 13 février 1931 ; 27 février 1931 ; 13 mars 1931.

2. C.E. 16 janvier 1931. *Bulletin des contributions directes et du cadastre* 1931 n° 364.

proprement dit ne peut être envisagée. Cette exception résulte des principes que nous avons exposés à propos de l'impôt foncier et de sa non application à l'ensemble des installations.

V. Taxes de vérification des poids et mesures.

De même qu'il existe des vérifications primitives et périodiques des appareils, de même ceux-ci sont soumis à deux sortes de taxes : des taxes de vérification primitive et des taxes annuelles.

Un premier décret du 30 décembre 1932 a porté les taxes de vérification primitive à 40 francs pour les appareils débitant au moins 5 litres en une seule opération et à 7 francs pour ceux débitant moins de 5 litres.

Comme le double décime est en outre perçu sur ces taxes, celles-ci s'élèvent en réalité à 48 francs et à 8 fr 40.

Un second décret du 30 décembre 1932 a fixé le tarif des taxes annuelles à 25 francs et 5 francs, suivant que les appareils débitent 5 litres au moins, ou moins de 5 litres, en une seule opération.

Avec le double décime établi par la loi du 22 mars 1924 ces taxes sont en réalité de 30 francs et 6 francs.

Note — Les droits de vérification ne s'appliquent aux appareils mesureurs que lorsque ceux-ci sont organisés pour distribuer directement aux acheteurs les carburants liquides. Il découle donc de cette idée que les droits ne sont pas dus en raison d'appareils qui servent uniquement à des manipulations effectuées à l'intérieur d'un établissement industriel ou d'un entrepôt et pour les seuls besoins de ces établissements. C.E. 20 juin 1931.

VI. Contentieux de la patente, de la contribution foncière et de la taxe de vérification des Poids et Mesures.

Ce contentieux suit les règles du contentieux des Contributions directes.

Lorsque le contribuable estime qu'il a été imposé à tort ou surtaxé, il introduit une demande en décharge ou en réduction.

Les réclamations sont adressées au Directeur départemental des Contributions directes.

Le délai de rigueur est de 3 mois, à partir du premier jour du mois qui suit la mise en recouvrement des rôles.

Lorsque la décision motivée du Directeur ne donne pas satisfaction au contribuable, celui-ci, dans le mois qui suit la notification de la décision, peut s'adresser au Conseil de Préfecture qui statue, sauf appel devant le Conseil d'Etat ¹.

D'autre part, le Directeur a toujours la faculté d'opérer le dégrèvement des cotes mal établies et de procéder au transfert de cotes en matière de patente et aux mutations des cotes foncières ².

1. Signalons que depuis la loi du 21 juillet 1887, les déclarations contentieuses peuvent être faites à la Mairie dans le mois suivant la publication du rôle. S'il intervient un avis de rejet, le contribuable doit introduire une nouvelle demande dans les conditions rapportées ci-dessus.

2. La loi du 27 décembre 1927 autorise le contribuable à ne pas payer la portion contestée d'imposition, à condition de formuler cette intention dans sa réclamation et de constituer des garanties pour assurer le droit éventuel du Trésor.

L'effet suspensif ne s'étend pas aux recours formés devant le Conseil d'Etat (Cf. Allix *op. cit.*).

CONCLUSION

Au terme de cette étude, rappelons tout d'abord que le régime administratif et fiscal des distributeurs automatiques d'essence ne constitue qu'un des aspects du régime d'ensemble de ces appareils.

Il ne faut pas oublier en effet que les débitants d'essence ne sont pas propriétaires, au moins dans la plupart des cas, des appareils qu'ils utilisent. Ils sont liés par contrat avec les maisons de gros. Il existe donc également un régime commercial des distributeurs. Bien que nous ayons laissé volontairement de côté ce régime, remarquons simplement qu'il trouve son fondement dans les contrats de louage et de gérance tels que ceux dont nous avons donné un exemple, et qu'il varie suivant les clauses mêmes que contiennent ces accords¹.

1. Les tribunaux de commerce ont été saisis à différentes reprises de litiges concernant l'application de ces contrats. Citons à titre documentaire une décision du Tribunal de commerce de la Seine du 17 janvier 1931 relative à l'enlèvement d'un appareil concurrent ;

« Attendu que suivant contrat en date du 14 août 1929 qui sera enregistré avec le présent jugement, Toussaint a accepté sous certaines conditions stipulées, le prêt par Desmarais frères à usage gratuit d'un distributeur d'essence, et s'est expressément engagé à ne pas installer, laisser installer, ni utiliser dans son établissement d'appareils distributeurs de quelque type que ce soit, autres que celui ou ceux prêtés par Desmarais ;

« Attendu que Toussaint ayant fait installer un appareil par une maison concurrente, Desmarais Frères l'ont mis en demeure, le 9 juin 1930 par

Du point de vue administratif et fiscal, les règles que nous avons dégagées sont d'autant plus intéressantes qu'elles ne concernent pas exclusivement les distributeurs automatiques.

C'est ainsi qu'en matière fiscale, les décisions juridictionnelles relatives à la superposition des taxes, celles qui ont trait à la contribution foncière des propriétés bâties, n'intéressent pas seulement les postes à essence. Elles ont une portée plus générale et elles fournissent des solutions précises à des problèmes juridiques qui peuvent se poser à propos de beaucoup d'installations occupant la voie publique.

C'est ainsi également qu'en matière administrative, on ne saurait trouver une meilleure application du critère permettant de distinguer la permission de voirie du permis de stationnement.

En ce qui concerne l'octroi et le retrait des permissions

lettre recommandée, dont copie non contestée sera enregistrée avec le présent jugement, d'avoir à enlever cet appareil ;

« Attendu que cette mise en demeure est restée sans effet ; que Toussaint ne saurait tirer argument du retard apporté par Desmarais frères à effectuer leur installation, alors qu'aucun délai n'était prévu au contrat et qu'il n'est même allégué d'aucune mise en demeure ;

« Attendu que n'en ayant pas demandé la résiliation il demeurerait lié par son contrat, que ses allégations tendant à soutenir qu'un représentant de Desmarais Frères l'aurait informé que les autorisations nécessaires à l'installation n'auraient pu être obtenues ne sont appuyées sur aucune justification et ne sauraient être prises en considération par ce Tribunal que même si ces faits s'étaient produits il appartenait à Toussaint, avant de traiter avec un fournisseur concurrent, de demander et d'obtenir la résiliation de son contrat ;

« Attendu que Desmarais Frères sont dès lors mal fondés à demander l'exécution de leur contrat ;

« Qu'il échet en conséquence d'obliger Toussaint à enlever l'appareil fourni par la maison concurrente dans un délai et sous une astreinte à impartir et à installer à ses lieu et place l'appareil Desmarais, en accueillant la demande dans les termes ci-après et sans qu'il y ait lieu d'autoriser Toussaint à faire la preuve des faits énoncés dans ses conclusions, ces faits étant sans influence sur la solution du litige ».

de voirie et des permis de stationnement, il suffit, ainsi que nous l'avons montré plus haut, d'appliquer les règles qui découlent de la jurisprudence et qui sont en principe communes aux installations de toutes catégories.

Soulignons cependant que, pour apprécier la légalité d'un refus ou d'un retrait d'autorisation, il faut tenir compte également des circonstances de fait inhérentes à chaque espèce d'installation. C'est pourquoi la jurisprudence qui ne manquera pas de s'établir à raison des litiges que l'accroissement continu des installations de distributeurs automatiques sur la voie publique provoquera entre l'administration et les débitants d'essence, apportera des précisions intéressantes sur ces divers points.

Mais sous cette réserve, les principes jurisprudentiels que nous avons analysés à propos de l'octroi des autorisations aux marchands d'essence, gardent toute leur valeur et constituent la base essentielle sur laquelle il convient de s'appuyer pour déterminer les droits respectifs de l'administration et des exploitants des distributeurs d'essence.

Vu, le Doyen,
E. ALLIX

Vu, le Président de la Thèse
A. MESTRE

Vu et permis d'imprimer
Le Recteur de l'Académie de Paris.
S. CHARLÉTY.

TABLE BIBLIOGRAPHIQUE

- ALIBERT. — *Le contrôle juridictionnel de l'administration au moyen du recours pour excès de pouvoir*. Payot, 1926.
- ALLIX. — *Traité élémentaire de science des finances et de législation financière française*, 6^e éd., 1931.
- APPLETON (Jean). — *Traité élémentaire du contentieux administratif*, Dalloz, 1927.
- BERTHÉLÉMY. — *Précis de droit administratif*, 12^e éd., 1930.
- BONNARD. — *Précis élémentaire de droit administratif*. S. 1933.
- DUFOUR. — *Traité général de droit administratif appliqué ou exposé de la doctrine et de la jurisprudence*, 3^e éd., 1868-70, 8 vol. Supplément par Taudière, 1901, 4 vol.
- DUGUIT et MOREAU. — *Manuel de Droit Public Français*, 1907-1909, 3 vol.
- HAURIU. — *Précis de droit administratif*, 12^e éd., 1933.
- JÈZE. — *Cours de droit public : La technique juridique ; La collaboration des particuliers au fonctionnement des services publics*. Giard, 1922.
- LAFERRIÈRE. — *Traité de la juridiction administrative et des recours contentieux*, 2^e éd., 1896.
- MESTRE (Achille). — « Etude de jurisprudence ». *Revue des Concessions Départementales et communales* :
1923, n^o 1 : *Du retrait des permissions de voirie*,
1924, page 113 : *Du refus des permissions de voirie*.
- MORGAND (Léon). — *La loi municipale*, 10^e éd., 1923.
- MONSARRAT (Gaston). — *Chemins ruraux publics et privés*, 1923.
- *Voies communales*, Recueil Sirey, 1931, — « Les cahiers administratifs n^o 5 ».
- *Voies urbaines publiques et privées*, 1924.
- OTTOZ (Jérôme). — *Le stationnement des véhicules sur la voie publique*. Thèse, Paris, 1933. Rousseau.
- TROTABAS. — *De l'utilisation du domaine public par les particuliers* : Thèse Grenoble, 1924.
- DALLOZ. — *Répertoire pratique de législation*.
- BÉQUET. — *Répertoire de droit administratif*.

TABLE DES DÉCISIONS JURIDICTIONNELLES CITÉES DANS L'OUVRAGE

I. RÉGIME ADMINISTRATIF

- Conseil d'Etat 30 octobre 1931, Société Garage de la Victoire et Société
l'Economique, Leb. 1931 p. 296.
- — 17 février 1928, Clause.
- — Sirey, 1913-3-113, Compagnie des Tramways de l'Est
Parisien.
- — Sirey, 1929-3-31, Bonneton.
- — Sirey, 1929-3-73, Société des Transports en Commun de
la Région Toulousaine.
- — 4 février 1921, 4 août 1922, Compagnie du Bourbonnais
Leb. 1921, p. 148, 1922, p. 732.
- — 7 janvier 1932, Bernard, *Annales de la voirie*, décembre 1932
- — 6 janvier 1933, Rey, *Le génie civil*, tome 102 n° 6.
- — 6 juin 1902, Leb. p. 421, S. 1903-3-65, Goret.
- — 3 février 1905, Leb. p. 110.
- — 24 novembre 1905, Leb. p. 863.
- — 9 juillet 1900, Leb. p. 693.
- — 8 juin 1917, Leb. p. 445-446.
- — 14 janvier 1921, Leb. p. 48.
- — 27 février 1931, Mériaux, Leb. p. 242.
- Cour de cassation 18 juin 1932, Roux. *Annales de la voirie* novembre 1932
- Cassation 18 février 1907, S. 1907-1-77.
- 1909, S. 1910-1-8.

II. RÉGIME FISCAL

- Conseil d'Etat 26 juin 1931, *Bulletin des Contributions directes et du
cadastre année 1931.*
- — 28 novembre 1930, —
- — 16 janvier 1931. —
- — 14 novembre 1930. —
- — 21 novembre 1930. —
- — 12 décembre 1930. —
- — 21 juin 1929. (Taxe sur le chiffre d'affaire), Ministère
des Finances et du budget.

Cassation 28 avril 1926, D.H. 1926, p. 299.

— 14 février 1922, D.H. 1923-1-149.

Tribunal des Conflits, 16 juin 1923, D.P. 1924-3-41.

Cour d'Aix, 7 avril 1930, Omnium Français de Publicité c / Ville de Toulon

Conseil d'Etat 19 avril 1902, Leb. p. 295, Ministère des Finances c /
Société Anonyme l'Ouest Electrique.

— — 9 décembre 1903, Leb. p. 760, 3^e espèce.

— — 8 novembre 1905, Leb. p. 805, 9^e espèce.

— — 25 mars 1927, D. 1928-3-38, Société l'Economique.

— — 13 février, 27 février, 13 mars 1931, *Bulletin des contribu-
tions directes et du cadastre*, 1931.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
--------------------	---

PREMIERE PARTIE

RÉGIME ADMINISTRATIF

I. Des différents modes d'utilisation privative du domaine public et des divers types de distributeurs automatiques	5
II. Des autorités compétentes pour autoriser l'établissement des distributeurs sur la voie publique	10
1° du stationnement	10
2° des permissions de voirie	11
3° des saillies	12
4° des autorités compétentes en matière de retrait des autorisations	14
III. Des règles relatives à l'obtention par les débitants des autorisations nécessaires pour l'installation des distributeurs sur la voie publique	14
1° Du contrôle juridictionnel du refus des permissions de voirie	16
2° Du contrôle juridictionnel en matière de retrait des permissions	23
3° De l'allocation d'une indemnité au permissionnaire lésé par le retrait de l'autorisation ou par le refus	24
IV. Des sanctions applicables aux distributeurs installés sans autorisation sur la voie publique	26
Contraventions — Compétence	26

V. De la réglementation de la publicité sur les distributeurs installés sur la voie publique	32
VI. ANNEXES. De la réglementation administrative commune à tous les appareils distributeurs d'essence.	37
1° Contrôle des appareils	37
2° De la réglementation concernant l'installation des réservoirs alimentant les distributeurs d'essence	50
3° Des formalités à remplir par les dépositaires et débitants voulant exploiter un poste de distribution d'essence....	64
4° Du contentieux relatif à l'ouverture d'un établissement de 1 ^{re} ou 2 ^e classe	72

DEUXIEME PARTIE

LE RÉGIME FISCAL DES APPAREILS DISTRIBUTEURS AUTOMATIQUES D'ESSENCE

I. Du débiteur des redevances et contributions concernant les appareils distributeurs	74
II. Des redevances de voirie	82
1° Nature juridique des redevances	82
2° Conditions d'établissement des redevances	84
3° Etablissement des tarifs	87
4° Taux des redevances	88
5° Superposition des taxes	89
6° Contentieux des redevances	92
III. Contribution foncière sur les propriétés bâties	100
IV. Contribution des Patentes	104
V. Taxes de vérification des poids et mesures	106
VI. Contentieux.....	107
CONCLUSION.....	109

